

2016

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES

PERSONNES DANS LE BESOIN





2,35M

NOVEMBRE 2015



REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE

PARTIE I: RÉSUMÉ

-  Besoins humanitaires et chiffres clés
-  Impact de la crise
-  Désagrégation des personnes ayant des besoins humanitaires
-  Sévérité des besoins

Ce document est élaboré au nom de l'Equipe humanitaire pays et de ses partenaires.

Ce document présente la vision de la crise partagée par l'Equipe humanitaire pays, y compris les besoins humanitaires les plus pressants et le nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle consolidée et contribue à informer la planification stratégique conjointe de réponse.

Les appellations utilisées sur ce document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations-Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

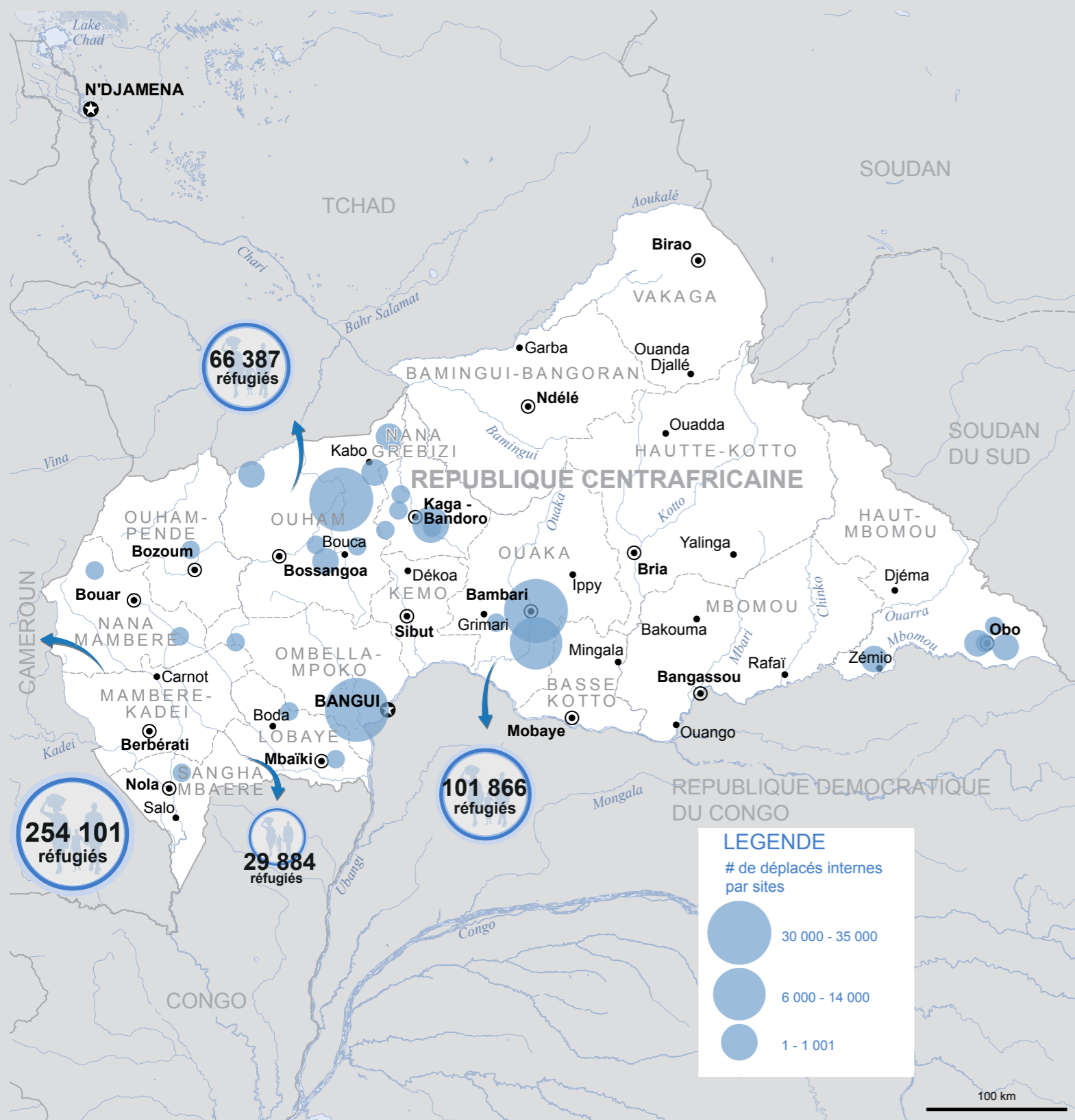
 www.unocha.org/car

 car.humanitarianresponse.info

 @OCHACar

PERSONNES DANS LE
BESOIN

2.35M



BESOINS HUMANITAIRES

ET CHIFFRES CLÉS

La République centrafricaine (RCA) traverse toujours une crise profonde et complexe dont les conséquences humanitaires demeurent considérables. La situation sécuritaire dans le pays reste instable et imprévisible, rendant difficile l'accès humanitaire et limitant la réponse aux besoins dans de nombreuses régions du pays. L'effondrement des infrastructures socio-économiques, le faible redéploiement des représentants de l'Etat à l'intérieur du pays, l'absence des services de base dans les sous-préfectures, la paralysie économique, ainsi que la détérioration du tissu social avec des violences intercommunautaires récurrentes ont abouti à une situation de crise humanitaire causant le déplacement de plus de 900 000 personnes.

Aujourd'hui 2,35 millions de personnes sur près de 5 millions d'habitants ont besoin d'assistance humanitaire dans au moins un secteur. Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistant dans de nombreuses zones. 23% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu 2 ans de scolarité. 28% de la population vit dans un état d'insécurité alimentaire. Seulement 22% de la population urbaine a accès à l'eau potable et 34% de la population en milieu rural a accès aux points d'eau protégés. Entre août et octobre 2015, les acteurs humanitaires ont assisté au moins 16 000 survivants de violences sexuelles, le plus grand nombre ayant été rapporté en octobre, principalement pendant les événements violents qui se sont déroulés dans la ville de Bangui.

Depuis mai 2015, une sensible amélioration sécuritaire avait permis, dans certaines zones du pays, le retour de 201 185

personnes déplacées¹ dans leurs zones d'origine, notamment dans les régions de l'ouest du pays. Toutefois, les récentes violences de septembre et octobre 2015 ont confirmé l'extrême volatilité de la situation, avec de nouveaux déplacements enregistrés, notamment vers des sites qui pour la plupart étaient en phase de fermeture.

Suite à l'effondrement de l'administration publique et de l'Etat de droit, les capacités des autorités du pays sont insuffisantes pour répondre aux multiples besoins humanitaires auxquels fait face la population centrafricaine. La réponse des acteurs humanitaires reste elle-même limitée, notamment pour des raisons sécuritaires. Une protection renforcée des populations et une assistance humanitaire d'urgence restent aujourd'hui les priorités pour l'ensemble de la communauté humanitaire.

1. Estimation de la Commission Mouvements de Population, août 2015

BESOINS HUMANITAIRES

L'insécurité demeure le principal obstacle pour le retour des personnes déplacées internes et des réfugiés, et pour le retour au niveau de vie pré-crise de la population. Si une tendance au retour des populations déplacées a pu être observée à partir de mai 2015, les regains de violence du mois de septembre ont à nouveau accru les besoins d'assistance humanitaire d'urgence. La protection des civils demeure la priorité majeure, particulièrement dans les préfectures de l'Ouham, Nana-Gribizi, Kémo, Ouaka, Ombella M'Poko, Mambéré Kadei, Nana Mambéré et Ouham-Pende où les principaux groupes armés demeurent très actifs. Hormis la protection des civils, le principal besoin humanitaire est l'assistance aux populations en mouvement ou enclavées.

Protection des populations en relation avec les exactions commises par les groupes armés, les groupes criminels, ou résultant de tensions intercommunautaires et de la rupture du lien social.



Malgré les efforts des forces internationales de la MINUSCA soutenues par la Sangaris, des groupes armés exercent leur contrôle sur une partie importante du territoire, notamment dans les préfectures de l'Ouham, de la Ouaka, l'Ouham-Pende, la Nana-Gribizi, la Mambéré-Kadei, la Nana-Mambéré, le Haut-Mbomou et Bangui (3e, 4e, 5e et 8e arrondissements). Des groupes armés identifiés comme Anti-Balaka ou ex-Séléka, ont éclaté en de multiples entités avec plusieurs chaînes de commandements et sans une réelle coordination. D'autres groupes d'auto-défense, non affiliés aux Anti-Balaka ou aux ex-Sélékas, sont également actifs, notamment dans le 3ème arrondissement de Bangui et dans d'autres enclaves¹ du pays. Les éléments de la Lord Resistance Army (LRA) sont toujours une source d'insécurité pour les populations de l'Est et du Sud-Est du pays. Enfin, des groupes criminels, souvent confondus avec mais parfois distincts des groupes précédemment cités, sont présents dans de nombreuses régions du pays, notamment à Bangui. Malgré la volonté politique et les efforts de la communauté internationale, ces groupes armés n'ont toujours pas été désarmés et constituent une sérieuse menace pour la sécurité des populations civiles.

Les événements de septembre et d'octobre 2015 sont venus rappeler que la fracture sociale entre les communautés était encore très profonde. Malgré la multitude d'initiatives de cohésion sociale entreprises depuis début 2014, les griefs et les préjugés restent importants dans la société. Les blessures provoquées par la crise prendront du temps pour se cicatrifier d'autant que la prévalence actuelle de la violence rend difficile la reprise d'un processus de vivre ensemble et de réconciliation qui nécessite un espace protégé où les armes ont cessé de parler.

La situation sécuritaire demeure donc instable et imprévisible du fait de graves violations des droits humains (attaques sur les civils, meurtres, pillages, violences sexuelles, recrutements d'enfants par les groupes armés), de vastes activités criminelles (extorsions de biens) mais également des incendies de maisons et parfois de villages entiers.

Au-delà des conflits armés, les régions du nord et de l'ouest du pays, frontalières du Tchad, du Soudan, du Soudan du Sud et du Cameroun sont fréquemment sujettes à des conflits intercommunautaires opposant, entre autres, agriculteurs et éleveurs nomades, souvent armés, principalement pendant la saison de la transhumance.

Les capacités du système judiciaire restent extrêmement limitées, consacrant l'impunité des présumés auteurs d'actes

1. Zone géographique dans laquelle une population, souvent homogène ethniquement, est entièrement ou en partie encerclée, et auxquelles il est difficile d'accéder pour des raisons de sécurité, tant pour ces populations encerclées que pour les humanitaires.

criminels. Il se pose par ailleurs le besoin d'un meilleur accès des victimes aux services sociaux communautaires de base, notamment les soins médicaux. Une prise en charge psychologique de ces populations intimement affectées reste une priorité.

Accès aux services sociaux de base



Les déplacements de populations et le phénomène des enclaves ont accentué la vulnérabilité des populations très affectées par la crise depuis 2013. Les personnes déplacées, les familles d'accueil, les populations à risque, les déplacés pendulaires, les populations dans les enclaves, les retournés sont parmi les personnes dont l'accès aux services sociaux de base est très entamé. Près de 1,3 million de personnes, soit 28% de la population, vit dans un état d'insécurité alimentaire. En outre, 1,5 million sont dans le risque de basculer en insécurité alimentaire si leurs moyens de subsistance ne sont pas renforcés. Les services étatiques de l'action sociale sont inexistantes et ce sont les acteurs humanitaires qui les assurent en couvrant environ 50% du territoire national. 23% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles et 70% des soins de santé sont fournis par des humanitaires. Seulement 22% de la population urbaine a accès à l'eau potable et moins de 34% de la population qui vit en milieu rural a accès à des points d'eau protégés.

Assistance multisectorielle d'urgence en faveur des populations les plus vulnérables affectées par les conflits armés



De janvier au 26 octobre 2015, 949 attaques ont été enregistrées (dont 179 contre des personnels humanitaires²), provoquant ainsi des déplacements, principalement dans les préfectures du Nord-Ouest et du Centre du pays (Ouham, Nana-Gribizi, Ouaka). Le Mécanisme de réponse rapide (RRM) a reçu 171 alertes sur des chocs ayant provoqué des conséquences humanitaires. Le regain de violences en septembre et octobre 2015 a provoqué d'importants mouvements de population, avec plus de 42 000 nouveaux déplacés durant le pic de la crise. A la fin du mois d'octobre, la commission mouvements de population (CMP) rapportait 168 000 personnes déplacées sur les sites, 165 000 en familles d'accueil, 2 300 dispersées en brousse et presque 460 000 réfugiés centrafricains dans les pays voisins, portant à un total d'environ 900 000 personnes déplacées, soit 20% de la population de la RCA.

L'analyse des vulnérabilités sectorielles, qui s'est appuyée en partie sur les résultats des MSA (Multi Sectorial Assessment³) a permis de dégager les grandes priorités en matière

2. OCHA ; base de données incidents, novembre 2015

3. De Janvier à octobre 2015, le RRM (Rapid Response Mechanism) a réalisé un total de 83 MSA dont les résultats ont été systématiquement partagés avec les clusters.



d'assistance humanitaire d'urgence, ainsi que des zones à forte concentration de populations en situation d'extrême vulnérabilité. Les enclaves, les groupes d'éleveurs nomades, les familles et communautés d'accueil dans les zones de déplacement, les populations ayant cherché refuge en brousse, ainsi que les retournés spontanés arrivant dans des zones sans aucun service ni infrastructure de base en sont un exemple. L'augmentation du nombre de groupes armés sur l'ensemble du territoire ainsi que du nombre d'attaques a créé un phénomène de déplacement complexe (prolongés, pendulaires, de courte durée successifs, en brousse) dans toutes les zones sensibles y compris Bangui. Ces populations restent dans un état de vulnérabilité aigüe et ont besoin, en priorité, d'abris et d'articles, d'un accès à l'eau potable et à la nourriture ainsi qu'aux services sociaux de base et de santé.

Besoins multisectoriels pour les populations retournées



Alors que le chiffre des déplacés internes restait extrêmement élevé avec près de 450 000 personnes et que de nouveaux déplacements sont en cours à cause d'une insécurité croissante, en septembre 2015, on estimait à 201 000 le nombre de personnes retournées. Par ailleurs, le retour des humanitaires sur des zones longtemps restées inaccessibles depuis le début de la crise a permis de constater l'état d'extrême dénuement et délabrement physique et moral des populations retournées. Ce phénomène a également été observé en milieu urbain où de nombreuses familles qui n'ont plus accès à leur résidence d'origine présentent, en plus, des difficultés à accéder aux services de santé de base et à l'éducation. Facteur aggravant, ces personnes peinent à rétablir leurs moyens de subsistance par manque quasi-total de moyens de production, et devant faire face à des capacités d'échanges socio-économiques restreintes par la situation sécuritaire.

PRINCIPAUX FACTEURS DE LA CRISE

1. L'insécurité reste le principal facteur de la crise de protection en Centrafrique

Malgré une ferme volonté exprimée lors du Forum de Bangui, ainsi que la signature d'un accord sur le désarmement des groupes armés, le programme DDR n'a, à ce jour, pas pu se mettre en place. Seul le programme pré-DDR a été lancé. Parallèlement, les groupes armés ont continué à se fragmenter et sont présents sur pratiquement toute l'étendue du territoire. La plupart des exactions commises par ces groupes oscillent entre des revendications, des coups de force motivés politiquement et des activités criminelles et de brigandages. Les attaques éclair ciblées provoquent de nombreux déplacements de la population civile, limitant ainsi la possibilité d'un retour à une vie normale. Ces flambées de violence sont également un frein au redéploiement du personnel administratif et à la réactivation des services de base comme la santé et l'éducation. Pour finir, le contrôle des ressources naturelles (diamant, or, pâturages, bois précieux, pétrole, uranium) est aussi à l'origine de confrontations entre différents groupes armés ainsi que d'attaques sur les populations.

2. Une profonde crise politique que le processus de transition n'a pu endiguer - problème de gouvernance

Après un vacuum quasi-complet des représentants de l'Etat dans les régions jusqu'au début 2015, le gouvernement de transition s'est efforcé de redéployer ses représentants dans les provinces avec un succès très mitigé. L'instabilité politique n'a pas permis non plus aux personnels des services étatiques de reprendre la main sur leur secteur, la cause étant principalement liée aux rotations, démissions et évictions fréquentes de leurs postes.

3. Une économie exsangue plonge les populations déjà vulnérables dans un état d'extrême précarité

L'absence d'investisseurs, un commerce en berne, des problèmes d'approvisionnement majeurs en raison notamment des blocages récurrents de la route entre le Cameroun et la RCA et des attaques récurrentes contre les convois transportant des personnes ou des marchandises, ont contribué à plonger le pays en état de grave récession. Une inflation régulière des prix, couplée à des ruptures de stock récurrentes, a aggravé l'état de vulnérabilité des populations. Les secteurs traditionnels de l'élevage, de la pêche et de l'agriculture ont vu leur situation déjà difficile devenir extrêmement critique par manque de possibilité de stockage et d'acheminement, ainsi que par la fuite des minorités pratiquant ces métiers, qui sont toujours poursuivies par les groupes armés.

4. La fracture sociale et intercommunautaire

La crise en RCA est également marquée par une rupture du contrat social préexistant et par l'amplification de fractures intercommunautaires. Cette fracture alimente la crise de protection et en est souvent la cause sous-jacente. Les efforts de médiation, de dialogue et de gestion des conflits restent donc une priorité pour réduire la violence et renforcer la protection des civils. Les problématiques liées à la transhumance et aux conflits entre agriculteurs et éleveurs se sont par ailleurs nettement aggravées depuis le début de la crise.

5. Le manque d'accès logistique

Compte-tenu de l'enclavement de la RCA et de l'importance de l'approvisionnement, notamment à partir du Cameroun, les contraintes logistiques ne permettent pas de répondre aux besoins des populations et des partenaires en temps voulu. Un réseau routier précaire, voire inexistant, un manque de maintenance du peu restant et surtout une augmentation du nombre d'attaques des convois expliquent clairement les limites de l'accès humanitaire à toute l'étendue du territoire.

6. Le pillage des ressources naturelles

Depuis le début de la crise, la recherche du contrôle des zones riches en ressources naturelles a poussé certains groupes armés à se livrer à des affrontements violents, déclenchant à chaque fois de nouveaux mouvements de population. La majorité des revenus de l'exploitation des ressources naturelles ne bénéficie pas aux populations locales.

7. Instabilité régionale

Le nombre de réfugiés centrafricains dans les pays limitrophes a connu une augmentation en 2015 passant de plus de 300 000 en janvier à presque 460 000 en octobre 2015¹. Les ressources naturelles de la Centrafrique poussent certains pays limitrophes à s'immiscer dans la crise actuelle en alimentant en armes des groupes pour le contrôle de zones de pâturage ou zones diamantifères.

1. HCR, données de la Commission Mouvement de Populations, novembre 2015 : 458,000

CHIFFRES CLÉS

1. Besoin de protection des populations en relation avec les exactions commises par les groupes armés, les activités criminelles, les tensions intercommunautaires et la rupture du lien social.

Populations vulnérables : 2 350 000¹

2. Accès aux services sociaux de base

Personnes n'ayant pas accès aux services sociaux de base : 2 350 000²

3. Assistance multisectorielle d'urgence en faveur des populations les plus vulnérables affectées par les conflits armés

Personnes déplacées ³	447 487
Communautés à risque ⁴	36 788
Population hôte ⁵	235 594

Total	719 869
--------------	----------------

4. Assistance multisectorielle dans les zones de retour

Personnes retournées ⁶	201 185
-----------------------------------	---------

1. Estimation du Cluster protection : Le Cluster protection a déterminé le nombre total de personnes dans le besoin de protection en fonction de différentes catégories de personnes que sont les déplacés internes sur sites, les déplacés en famille d'accueil, les déplacés en brousse, les retournés (estimation) et les populations hôtes et autres affectées par la crise mais non déplacées et qui sont aussi dans le besoin.

2. C'est l'estimation du nombre de personnes qui ont besoin d'assistance dans au moins un secteur.

3. Rapport CMP, octobre 2015

4. Cluster protection, mise à jour septembre 2015

5. Estimation de la population hôte en partant de l'hypothèse qu'une famille d'accueil reçoit une famille déplacée

6. Rapport CMP, septembre 2015, estimation des retournés au mois d'août 2015

IMPACT DE LA CRISE

Depuis l'offensive de la Seleka de décembre 2012 et le renversement du Président Bozizé en mars 2013, la République centrafricaine cherche désespérément à sortir d'une crise sécuritaire et humanitaire. Selon la CMP, près de 450 000 personnes restent déplacées à l'intérieur du pays en octobre 2015* et près de 460 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins (notamment au Tchad, en RDC et au Cameroun). Les violences commises par des groupes armés de plus en plus nombreux plongent des franges entières de la population dans une situation d'extrême vulnérabilité, notamment les personnes vivant dans les enclaves, les éleveurs transhumants et les femmes et les enfants, principales victimes des violences sexuelles.

Depuis septembre 2013, 19 humanitaires ont perdu la vie au cours de l'exercice de leurs fonctions.

11 Nombre de personnes en besoin d'assistance humanitaire

En Centrafrique, plus de 2 350 000 personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans au moins un secteur, sur une population totale estimée à 4.6 millions.

L'impact des affrontements armés de septembre 2015 a fragilisé encore plus les populations à risque regroupées dans des zones enclavées, dont le Cluster protection estime l'effectif à 37 000 personnes à Bangui, Boda, Bouar, Yaloké, Carnot, Dékoa et Berberati.

Constance de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

L'insécurité alimentaire affecte aujourd'hui plus de 1 270 000 personnes qui n'ont pas pu développer leurs activités agricoles. A cela s'ajoute le risque majeur que représente le pillage des récoltes et des stocks par les groupes armés. Ainsi, le nombre de personnes en insécurité alimentaire pourrait être revu à la hausse avant la fin de l'année. Les préfectures de la Kémo, la

Nana Gribizi, l'Ouham et la Ouaka, ainsi que Bangui, risquent d'être particulièrement affectées par les conséquences directes des violences.

A ces préfectures risquent de s'ajouter dès 2016 d'autres territoires victimes d'une dégradation économique atteignant un seuil critique du fait de la forte criminalité sur les routes et où les productions agricoles à forte valeur nutritionnelle sont progressivement abandonnées faute de débouché. Le regain des conflits locaux paupérise de plus en plus des familles qui abandonnent volontairement leurs activités pour fuir afin de se préserver contre la violence des pillages. L'IPC d'avril 2015 montre déjà que 26% des ménages ont des déficits alimentaires considérables et ne peuvent couvrir le minimum de leurs besoins alimentaires qu'en ayant recours à des stratégies d'adaptation irréversibles et/ou souffrent de malnutrition aigüe (phases 3 et 4 IPC).¹

*Rapport CMP octobre 2015

1. IPC - Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire, avril-novembre 2015 <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/central-african-republic/document/ipc-analyse-de-la-situation-de-l%2%80%99ins%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire>

de l'Ouest, du Centre et du Nord-Est. Au 10 septembre 2015, on enregistrait 26 889 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS) et 47 000 de malnutrition aigüe modérée (MAM). 16 068 cas sévères et 48 105 cas modérés ont été pris en charge dans les centres nutritionnels. 70 508 femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition ainsi que 10 000 personnes vivant avec le VIH malnutris ont été prises en charge.

La situation en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement reste alarmante, particulièrement dans ce contexte de mouvements de population. Dans les milieux ruraux, 94% de la population n'ont pas accès à des latrines². Les problèmes liés à l'eau et à l'assainissement sont particulièrement marqués dans les zones sensibles de la ligne de front (Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo).

La persistance de l'urgence sanitaire

La santé reste un secteur hautement prioritaire en 2015. Si la situation s'est sensiblement améliorée à Bangui, 50% des établissements fonctionnent grâce à l'appui des partenaires humanitaires, et beaucoup souffrent de la sous-qualification du personnel médical (43% de travailleurs de santé communautaires n'ont pas reçu de formation adaptée). 23% des formations sanitaires sont détruites ou ne sont pas fonctionnelles par manque de personnels, de matériels et médicaments, ou à cause de l'insécurité. Les zones les plus touchées par le manque de services de santé restent celles de la ligne de front : Ouham, Nana-Gribizi, Kémo, Ouaka ainsi que dans les zones de présence de la LRA dans le Mbomou et le Haut-Mbomou.

Dans ces conditions, les déplacés, les groupes communautaires à risque, les femmes et les enfants, ont vu leurs conditions physiques et psychologiques se dégrader d'avantage.

2. Direction générale de l'hydraulique

Deux années de scolarisation perdues et l'année scolaire en cours menacée

L'enquête menée par le Cluster éducation en avril 2015 montre que le manque d'accès aux écoles ou espaces éducatifs et d'apprentissage demeure inquiétant. Le taux de scolarisation dans le pays est, en effet, de 6,5 %, inférieur à son niveau pré-crise (2012), qui était déjà problématique. Malgré une brève tentative de réouverture de plusieurs écoles cette année qui concernait 975 000 filles et 936 000 garçons de 3 à 18 ans, les derniers événements de septembre ont à nouveau perturbé le fonctionnement général du système éducatif au moment de la rentrée scolaire. On note un manque crucial d'offre de services éducatifs sur les lignes de front (préfectures de la Ouaka, la Basse-Kotto et Haute-Kotto avec la problématique de la LRA).

La réduction des moyens de subsistance et de la résilience des communautés affectées

La relance économique tant attendue n'a pu avoir lieu en 2015 en raison d'une recrudescence des conflits sur les parties sensibles du territoire national. La crise a lourdement affecté tous les ménages, touchant jusqu'à 85 % de la population à Bangui. Dans la sous-préfecture de Bossangoa, 89% des ménages déclarent avoir subi des pillages, pertes de biens et liquidités (150 000 CFA en moyenne, soit l'équivalent de 3 mois de salaire pour une infirmière).

Les opérateurs économiques et les marchands ont quitté plusieurs préfectures en raison des destructions, de l'enclavement et de l'état du réseau routier devenu impraticable. Par ailleurs, 1 300 conflits liés à la terre, aux biens et aux logements ont été documentés.³

Ainsi les besoins humanitaires restent constants et critiques au regard de l'amenuisement des moyens de subsistance et des capacités de résilience des communautés affectées.

3. Cluster protection

DESAGREGATION DES PERSONNES AYANT DES BESOINS HUMANITAIRES

NOMBRE DE PERSONNES EN BESOIN D'ASSISTANCE HUMANITAIRE: 2,35 M*

SECTEURS	PERSONNES DANS LE BESOIN	FEMME	HOMME	ENFANT	ADULTE (18-59 ANS)	PERSONNES AGÉES(>59ANS)
EHA	1 403 600	715 836	687 764	707 415	648 463	47 722
PROTECTION	2 350 000	1 198 500	1 151 500	1 184 400	1 085 700	79 900
SANTE	2 172 800	1 108 128	1 064 672	1 095 091	1 003 834	73 875
NUTRITION	186 100	130 024	56 076	95 842	90 258	0
SECURITE ALIMENTAIRE	1 275 800	650 658	625 142	643 003	589 420	43 377
EDUCATION	800 000	338 750	461 250	775 000	25 000	0
CCCM/ABRIS/NFI	630 000	321 300	308 700	317 520	291 060	21 420
MSSC	1 300 000	663 000	637 000	0	1 255 800	44 200

PREFECTURE	POPULATION TOTALE	PDIS SUR LES SITES	PDIS HORS SITES	PDIS TOTAL	POPULATION HÔTE	COMMUNAUTÉ À RISQUE	POPULATION RETOURNÉE
Bamingui Bangoran	54 346	0	3 370	3 370	3 370	0	850
Bangui	839 081	22 966	53 857	76 823	53 857	25 500	0
Basse-Kotto	313 225	0	7 472	7 472	7 472	0	2 878
Haut-Mbomou	72 416	12 453	3 200	15 653	3 200	0	1 778
Haute-Kotto	113 543	0	15 091	15 091	15 091	0	0
Kémo	148 874	2 717	2 784	5 501	2 784	115	20 256
Lobaye	310 365	1 108	31 691	32 799	31 691	8 374	0
Mambéré-Kadéi	458 611	526	19 759	20 285	19 759	948	920
Mbomou	206 188	0	10 776	10 776	10 776	0	2 964
Nana-Gribizi	148 115	12 015	13 037	25 052	13 037	0	52 953
Nana-Mambéré	293 759	284	17 132	17 416	17 132	1 600	2 366
Ombella M'Poko	448 465	35 545	16 011	51 556	16 011	251	3 317
Ouaka	347 872	73 221	18 755	91 976	18 755	0	14 243
Ouham	464 174	51 016	13 891	64 907	13 891	0	88 554
Ouham-Péndé	541 221	0	4 585	4 585	4 585	0	10 006
Sangha-Mbaéré	127 068	42	2 857	2 899	2 857	0	100
Vakaga	65 694	0	1 326	1 326	1 326	0	0

*Nombre de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire dans au moins 1 secteur au niveau national.

SECTEURS	POPULATION TOTALE	PDIS SUR LES SITES	PDIS HORS SITES	TOTAL PDIS
Bamingui Bangoran	54 346	-	3 370	3 370
Bangui	839 081	22 966	53 857	76 823
Basse-Kotto	313 225	-	7 472	7 472
Haut-Mbomou	72 416	12 453	3 200	15 653
Haute-Kotto	113 543	-	15 091	15 091
Kémo	148 874	2 717	2 784	5 501
Lobaye	310 365	1 108	31 691	32 799
Mambéré-Kadéi	458 611	526	19 759	20 285
Mbomou	206 188	-	10 776	10 776
Nana-Gribizi	148 115	12 015	13 037	25 052
Nana-Mambéré	293 759	284	17 132	17 416
Ombella M'Poko	448 465	35 545	16 011	51 556
Ouaka	347 872	73 221	18 755	91 976
Ouham	464 174	51 016	13 891	64 907
Ouham-Péndé	541 221	-	4 585	4 585
Sangha-Mbaéré	127 068	42	2 857	2 899
Vakaga	65 694	-	1 326	1 326

SECTEURS	POPULATION TOTALE	PDIS SUR LES SITES	PDIS HORS SITES	TOTAL PDIS	FEMME	HOMME	ENFANT (<18 ANS)	ADULTE (18-59 ANS)	PERSONNE AGÉE(>59ANS)	TOTAL PERS. AFFECTÉES
Bamingui Bangoran	54 346	-	3 370	3 370	27 716	26 630	27 390	25 108	1 848	54 346
Bangui	839 081	22 966	53 857	76 823	427 931	411 150	422 897	387 655	28 529	839 081
Basse-Kotto	313 225	-	7 472	7 472	159 745	153 480	157 865	144 710	10 650	313 225
Haut-Mbomou	72 416	12 453	3 200	15 653	36 932	35 484	36 498	33 456	2 462	72 416
Haute-Kotto	113 543	-	15 091	15 091	57 907	55 636	57 226	52 457	3 860	113 543
Kémo	148 874	2 717	2 784	5 501	75 926	72 948	75 032	68 780	5 062	148 874
Lobaye	310 365	1 108	31 691	32 799	158 286	152 079	156 424	143 389	10 552	310 365
Mambéré-Kadéi	458 611	526	19 759	20 285	233 892	224 719	231 140	211 878	15 593	458 611
Mbomou	206 188	-	10 776	10 776	105 156	101 032	103 919	95 259	7 010	206 188
Nana-Gribizi	148 115	12 015	13 037	25 052	75 539	72 576	74 650	68 429	5 036	148 115
Nana-Mambéré	293 759	284	17 132	17 416	149 817	143 942	148 055	135 717	9 988	293 759
Ombella M'Poko	448 465	35 545	16 011	51 556	228 717	219 748	226 026	207 191	15 248	448 465
Ouaka	347 872	73 221	18 755	91 976	177 415	170 457	175 327	160 717	11 828	347 872
Ouham	464 174	51 016	13 891	64 907	236 729	227 445	233 944	214 448	15 782	464 174
Ouham-Péndé	541 221	-	4 585	4 585	276 023	265 198	272 775	250 044	18 402	541 221
Sangha-Mbaéré	127 068	42	2 857	2 899	64 805	62 263	64 042	58 705	4 320	127 068
Vakaga	65 694	-	1 326	1 326	33 504	32 190	33 110	30 351	2 234	65 694

	Population Totale	PAR SEXE & AGE*			TOTAL
		% homme	% femme	% enfant, adulte pers. âgée*	
EHA	1,4M	49%	51%	50 46 4%	1,4M
Protection	2,4M	49%	51%	50 46 4%	2,4M
Santé	2,2M	45%	51%	50 46 4%	2,2M
Nutrition	0,2M	30%	70%	52 48 0%	0,2M
Sécurité Alimentaire	1,3M	49%	51%	50 46 4%	1,3M
Education	0,8M	58%	42%	97 3 0%	0,8M
CCCM/ABRIS/NFI	0,6M	51%	49%	50 46 4%	0,6M
MSSC	1,3M	49%	51%	0 97 3%	1,3M

*Enfant (<18 ans), adulte (18-59 ans), pers. âgée (>59 ans)

	Population Totale	Population Hôte	Communauté à risque	Population Retournée	PAR SEXE & AGE*		TOTAL
					% femme	% enfant, adulte, pers. âgée*	
Bamingui Bangoran	0,1M	0,3M	0,2M	0,1M	51%	50 46 04%	0,1M
Bangui	0,9M	0,3M	0,2M	0,2M	51%	50 46 04%	0,9M
Basse-Kotto	0,4M	0,2M	0,1M	-	51%	50 46 04%	0,4M
Haut-Mbomou	0,2M	0,1M	-	0,1M	51%	50 46 04%	0,2M
Haute-Kotto	0,1M	0,1M	0,1M	-	51%	50 46 04%	0,1M
Kémo	0,2M	0,2M	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Lobaye	0,3M	-	-	0,1M	51%	50 46 04%	0,3M
Mambéré-Kadéi	0,2M	-	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Mbomou	0,2M	0,2M	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Nana-Gribizi	0,3M	-	-	0,1M	51%	50 46 04%	0,3M
Nana-Mambéré	0,2M	-	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Ombella M'Poko	0,2M	-	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Ouaka	0,2M	0,2M	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Ouham	0,3M	-	-	0,1M	51%	50 46 04%	0,3M
Ouham-Pépendé	0,2M	-	-	-	51%	50 46 04%	0,2M
Sangha-Mbaéré	0,3M	-	-	0,1M	51%	50 46 04%	0,3M
Vakaga	0,2M	-	-	-	51%	50 46 04%	0,2M

*Enfant (<18 ans), adulte (18-59 ans), pers. âgée (>59 ans)

	Population Totale	PDIs sur les sites	PDIs hors sites	PDIs Total	PAR SEXE & AGE*		TOTAL Pers. affectées
					% femme	%enfant, adulte pers. âgée*	
Bamingui Bangoran	0,1M	-	0,003M	0,003M	51%	50 46 03%	0,1M
Bangui	0,8M	0,02M	0,053M	0,08M	51%	50 46 03%	0,8M
Basse-Kotto	0,3M	-	0,007M	0,01M	51%	50 46 03%	0,3M
Haut-Mbomou	0,1M	0,01M	0,003M	0,02M	51%	50 46 03%	0,1M
Haute-Kotto	0,1M	-	0,015M	0,02M	51%	50 46 03%	0,1M
Kémo	0,2M	0,002M	0,003M	0,01M	51%	50 46 03%	0,1M
Lobaye	0,3M	0,001M	0,031M	0,3M	51%	50 46 03%	0,3M
Mambéré-Kadéi	0,5M	0,005M	0,02M	0,02M	51%	50 46 03%	0,5M
Mbomou	0,2M	-	0,01M	0,01M	51%	50 46 03%	0,2M
Nana-Gribizi	0,2M	0,012M	0,013M	0,3M	51%	50 46 03%	0,2M
Nana-Mambéré	0,3M	0,0002M	0,017M	0,02M	51%	50 46 03%	0,3M
Ombella M'Poko	0,5M	0,04M	0,02M	0,1M	51%	50 46 03%	0,5M
Ouaka	0,2M	0,2M	0,02M	0,1M	51%	50 46 03%	0,2M
Ouham	0,3M	0,05M	0,014M	0,06M	51%	50 46 03%	0,3M
Ouham-Péndé	0,2M	-	0,005M	0,01M	51%	50 46 03%	0,2M
Sangha-Mbaéré	0,1M	0,00004M	0,003M	0,003M	51%	50 46 03%	0,1M
Vakaga	0,1M	-	0,0013M	0,001M	51%	50 46 03%	0,1M

*Enfant (<18 ans), adulte (18-59 ans), pers. âgée (>59 ar

DESAGREGATION PAR CAS

Population totale	4 600 000
Nombre de personnes vivant dans les zones de conflit	2 350 000

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DANS LE BESOIN

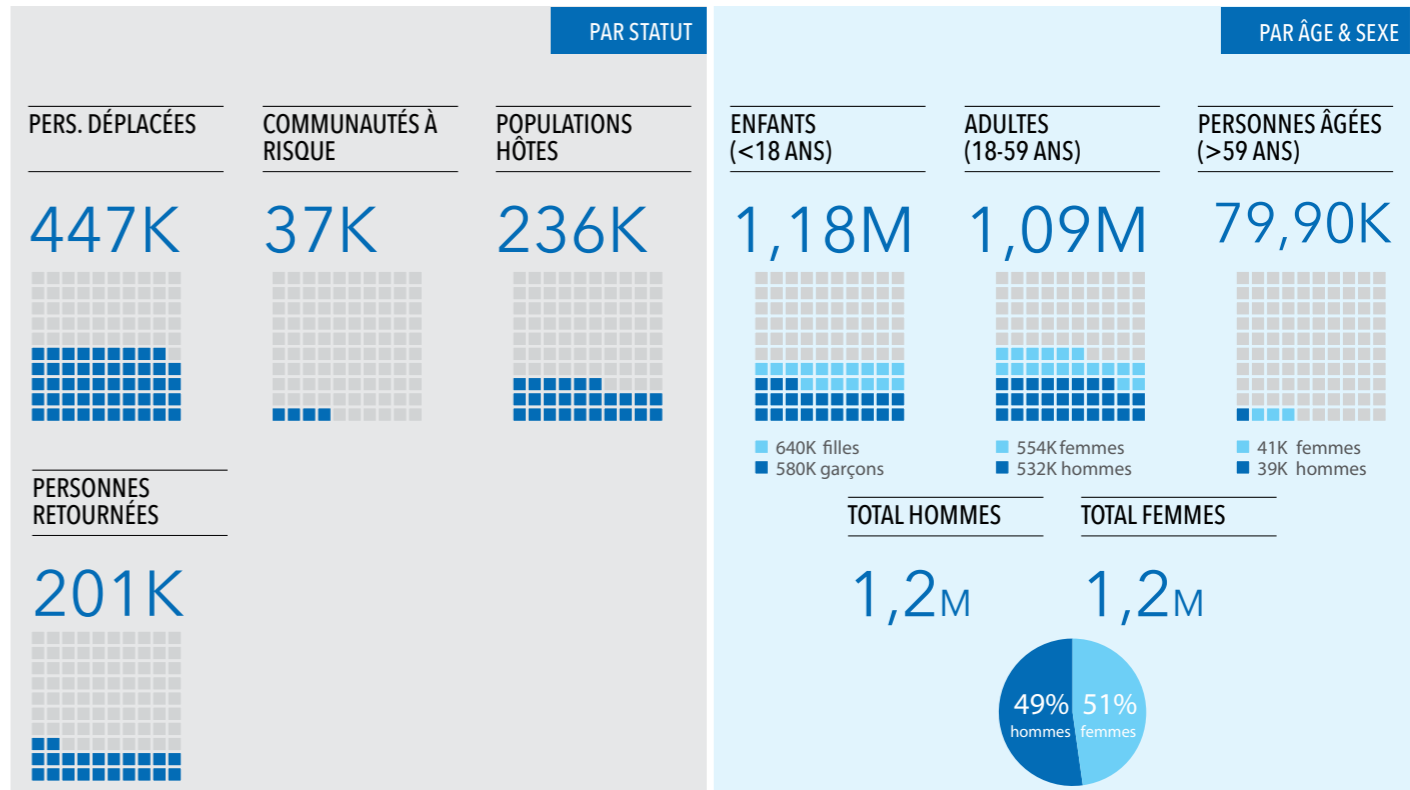
Personnes déplacées	447 487	49.0%
Communautés à risque	36 788	4.0%
Populations hôtes	235 594	26.0%
Personnes retournées	201 185	22.0%
		0.0%

NOMBRE TOTAL DE PERSONNES DANS LE BESOIN	51% FEMME	49% HOMME	TOTAL %
Enfant (<18 ans)	604 044	580 356	1 184 400 50.0%
Adulte (18-59 ans)	553 707	531 993	1 085 700 46.0%
Pers Agée (>59 ans)	40 749	39 151	79 900 3.0%
Total	1 198 500	1 151 500	2 350 000 100.0%

POPULATION TOTALE



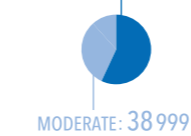
NOMBRE DE PERSONNES VIVANT DANS DES ZONES AFFECTÉES PAR LE CONFLIT



ENFANTS SOUFFRANT DE MALNUTRITION

95K

SÉVÈRE: 55 985



SEVERITE DES BESOINS

L'utilisation d'un outil de priorisation¹ a aidé la communauté humanitaire en RCA à condenser d'importantes quantités de données (bien qu'incomplètes) sur les besoins humanitaires dans un format qui facilite la comparaison, le classement, et la discussion. L'outil a également facilité une méthodologie structurée et transparente en vue d'établir les priorités humanitaires, dont les résultats ont été validés par l'Equipe humanitaire pays. Des échelles de sévérité ont été élaborées au sein de chaque Cluster de manière à mieux appréhender les seuils d'intensité. Une cartographie a été réalisée pour illustrer la répartition géographique au niveau sous-préfectoral².

Cet outil de priorisation qui a permis de déterminer les priorités et l'échelle de sévérité était basé sur des informations, quelque fois tronquées, recueillies par des mécanismes différents et au cours d'une chronologie variable. La situation extrêmement volatile dans le pays implique que les vulnérabilités (notamment celles liées aux déplacements) sont susceptibles d'évoluer rapidement, ce qui pourrait rendre la présentation suivante rapidement obsolète.

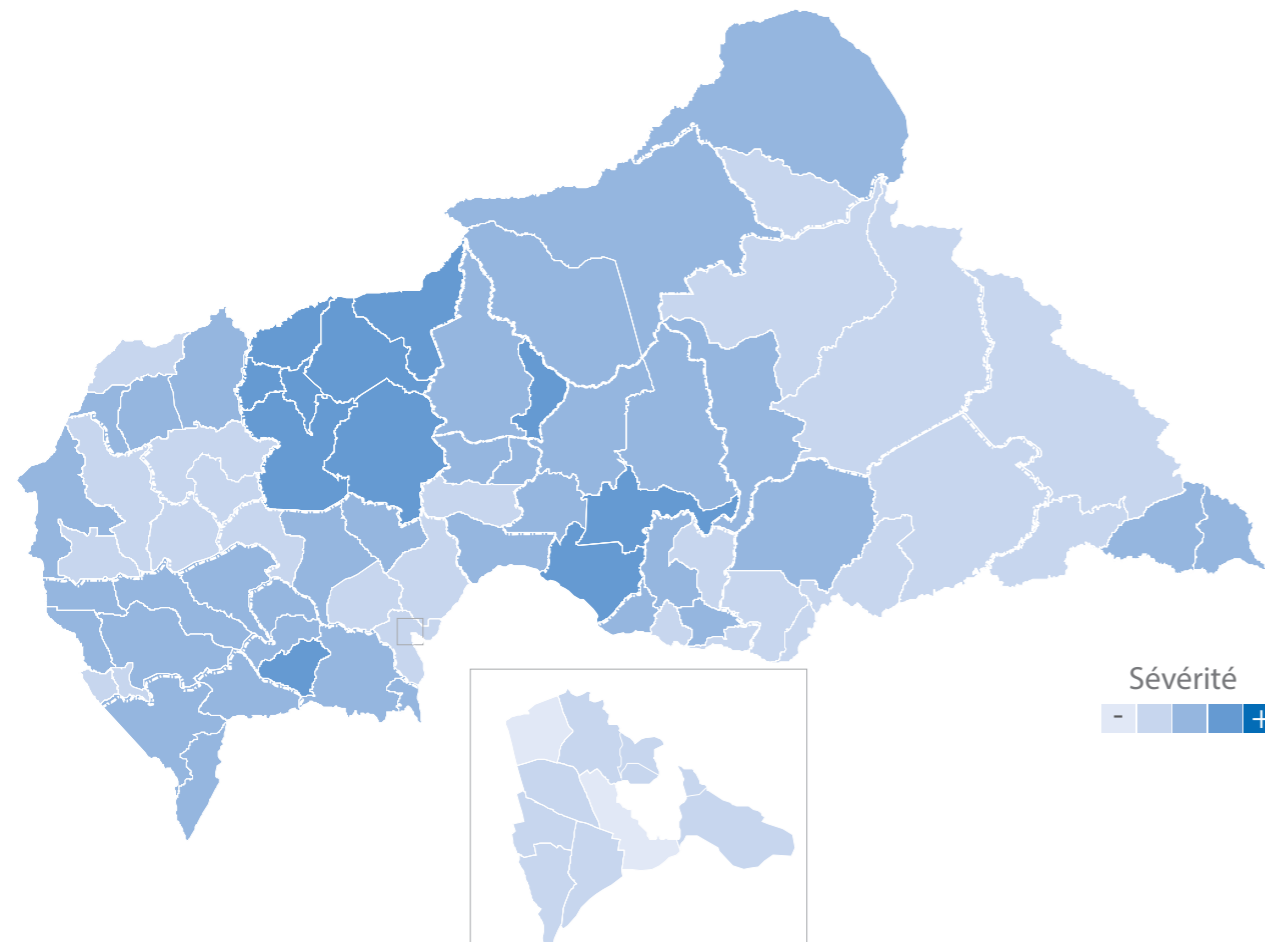
La synthèse des vulnérabilités dans tous les secteurs indique que les zones les plus touchées sont les zones de la ligne de front. Quelques Clusters ont eu peu d'informations disponibles de leurs secteurs dans certaines zones en raison de l'inaccessibilité et de l'insécurité. Ces zones sont à évaluer rapidement par les Clusters concernés.

La carte de sévérité multisectorielle fait ressortir de manière très nette les zones de conflits comme les zones les plus sévèrement affectées en 2015³, avec des besoins grandissants

3. Les sous-préfectures du niveau de sévérité 1 et 2 correspondent globalement à la cartographie d'incidents de sécurité rapportées en 2015 en RCA

en matière d'assistance humanitaire et de protection, prioritairement. Cette carte démontre que la RCA est dans une crise de protection et que la ligne de front qui s'étend du Tchad jusqu'en République du Congo sur un axe Nord-Ouest Sud-Est partage la Centrafrique en 3 zones clairement délimitées : une zone Ouest (Tchad-Cameroun- République du Congo), une zone Centrale (entre le Tchad et la République du Congo) et une zone Est (Tchad-Soudan- République démocratique du Congo).

La carte de sévérité souligne clairement les sous-préfectures et les arrondissements de Bangui identifiés comme très critiques: les sous-préfectures de Kouango, Bambari, Bakala, Mbrès, Batangafo, Markounda, Bouca, Amada-Gaza, Abba Kaga-Bandoro, Sibut, Grimari et Bambari avec des problématiques spécifiquement liées à la protection générale des populations. Les 3ème, 4ème, 5ème et 8ème arrondissements de Bangui demeurent des zones à forte concentration de communautés à risque ainsi que les sous-préfectures de Boda, Carnot, Yaloké, Dékoa, Berberati et Bouar et nécessitent des mesures de protection renforcée.



1. <https://www.humanitarianresponse.info/programme-cycle/space/document/humanitarian-needs-comparison-tool-guidance>

2. Voir la liste des indicateurs par Cluster en annexe.

PARTIE II: APERÇU DES BESOINS PAR SECTEUR

INFORMATION PAR SECTEUR



ABRIS/NFI/CCCM



Eau, hygiène et assainissement



Education



Logistique



Moyens de subsistance et stabilisation communautaire



Nutrition



Protection



Santé



Sécurité alimentaire

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION
DES EVALUATIONS DE BESOINS

ABRIS/NFI/CCCM

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

Une instabilité politico-sécuritaire persistante a provoqué tout au long de l'année des mouvements de population dans l'ensemble du pays. Les préfectures particulièrement touchées sont l'Ouham, la Nana-Gribizi, la Kémo, la Ouaka et l'Ombella M'Poko.

Les attaques et représailles enregistrées par les groupes armés ont affecté plus spécifiquement les axes et sous-préfectures de Batangafo, Bouca, Sibut, Dékoa, Kaga-Bandoro, Ndometé et Mbrès. L'installation quasi-constante de ces conflits a provoqué des mouvements permanents de populations à la recherche de sécurité et de protection dans les sites existants, les familles d'accueil ou en brousse. Une tendance à la baisse des déplacés sur les sites était notable sur les 6 premiers mois de l'année à Bangui et dans le reste du pays. Mais l'intensification des conflits après juillet a augmenté le nombre de déplacés internes en sites de 139 530 en juillet à 211 893 en octobre.

Les efforts des acteurs humanitaires pour promouvoir et faciliter le retour des déplacés au cours du premier semestre 2015 ont été dissipés par la recrudescence des violences du mois de septembre. Près de 14 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés à Bangui en octobre, ce qui porte à 58 282 le nombre de personnes déplacées sur les sites de Bangui (soit 24% d'augmentation). Les préfectures de l'Ouham et de la Kémo ont également enregistré une hausse des nouveaux déplacés.

POPULATION AFFECTÉE

Plus de 74% des déplacés se trouvent hors de Bangui, majoritairement dans les préfectures de l'Ouham (51 016 personnes), Nana-Gribizi, (10 710 personnes), Ouaka (72 221 personnes) et dans la Kémo (5 117 personnes)¹. Les derniers événements violents ont entraîné une augmentation de 24% de la population déplacée sur Bangui, atteignant au total 58 282 personnes déplacées. Les femmes, les enfants et les personnes âgées restent les plus exposés à des risques de protection, notamment pour ceux restant sur les sites. Sur les 211 893 déplacés dans les sites en RCA, il est estimé que 65% de la population est constituée par des femmes.

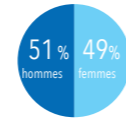
1. Rapport Commission de mouvements de population, octobre 2015

*Les mouvements de population constatés pendant les neuf derniers mois de l'année 2015 a permis au Cluster d'avoir une projection du nombre de personnes dans le besoin. Sur les 447 487 personnes déplacées en RCA à la fin octobre, 211 893 vivent sur des sites et ont besoin d'une assistance en NFIs, en abris ainsi qu'à la gestion et ou la facilitation d'accès aux services minimums sur les sites où ils se trouvent - CCCM. En partant d'une analyse des besoins par vulnérabilité et non par statut, les familles hôtes ainsi que les déplacés pourraient être considérés comme vulnérables par le Cluster, ce qui augmente le nombre de personnes dans le besoin.

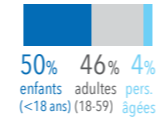
PERS. DANS LE BESOIN*

0,6M

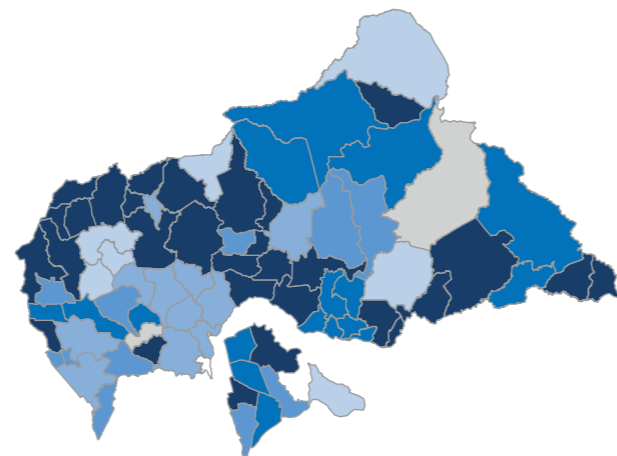
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



Elles représentent une partie importante de la population déplacée pour laquelle il s'avère important de prendre en compte la vulnérabilité. Dans un contexte sécuritaire déjà très volatile, les femmes figurent toujours parmi les premières victimes de violence. Cela est d'autant plus inquiétant que beaucoup d'entre elles sont seules soit parce qu'elles ont perdu leur mari soit parce que ces derniers ne se trouvent pas dans les sites, ce qui accroît encore plus leur vulnérabilité. Les déplacés en familles d'accueil sont également affectés mais le ciblage de ces familles reste un défi majeur.

BESOINS HUMANITAIRES

Avec moins de 40% de couverture en eau, hygiène et assainissement, santé et protection dans les sites, les 116 sites répartis sur le pays restent en très mauvais état actuellement.

La dégradation des sites, la détérioration des abris d'urgence et des mouvements continus de population sont indicatifs des besoins en NFI, Abris et CCCM. Environ 90% des sites ne sont pas financés en termes de gestion des camps, ce qui constitue un véritable défi pour la collecte des informations

et la désagrégation des données. Les déplacés en familles d'accueil et en brousse estimés à 231 192 vivent aussi dans des situations précaires, sans domiciles fixes ni possibilités d'accès à leurs moyens de subsistances habituels, ayant perdu leurs biens et leurs maisons souvent détruites ou incendiées. Les analyses du Cluster démontrent que plus de 70% des personnes déplacées ont besoin d'abris temporaires ainsi que d'articles essentiels d'urgence dès qu'elles ont l'opportunité de retourner sur leur lieu de résidence initiale.

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

Le secteur de l'eau, hygiène et assainissement déjà extrêmement défaillant avant les crises qui se suivent depuis 2013 est en complète déliquescence actuellement. Une instabilité politique constante couplée à une augmentation des conflits armés n'a pas permis d'assurer une amélioration de la couverture de l'accès à l'eau et à l'assainissement. Les principaux enjeux se situent au niveau des zones rurales fortement délaissées pour lesquelles les investissements sont restés inexistantes. L'hydraulique urbaine est passée par des phases successives de soutien d'urgence. La précarité de la structure tarifaire associée au sous-financement du secteur a engendré un déséquilibre financier des services qui n'arrivent pas à couvrir les coûts d'exploitation. Seulement 22% de la population urbaine du pays a accès à l'eau à travers un réseau d'approvisionnement en eau potable. Les réseaux équipent 8 chefs-lieux de préfectures, parmi lesquels 5 sont partiellement fonctionnels et 3 sont à l'arrêt. La capitale est aussi desservie par un réseau d'eau potable avec des infrastructures vétustes dont le rendement est d'environ 50% et qui dessert environ 15% de la population de la capitale. En milieu rural, seulement 34% de la population a accès à des points d'eau protégés (forages et sources aménagées).

En assainissement, la collecte et le traitement des eaux usées est exclusivement autonome. 94% de la population rurale n'utilisent pas les latrines. En milieu urbain, 74% de la population possèdent des latrines dont 20% des latrines multifamiliales (latrines partagées). Environ 83 % des financements demandés par le gouvernement et d'autres acteurs de développement entre 2009 et 2015 (soit plus de 51 millions USD) restent à mobiliser : l'assainissement rural est clairement le sous-secteur qui attire le moins de financements de la part des partenaires financiers.

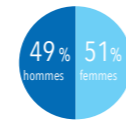
POPULATION AFFECTÉE

Les retournés, les personnes déplacées en sites ou en familles d'accueil, les familles et communautés d'accueil ainsi que les réfugiés susceptibles de rentrer.

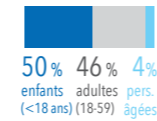
PERS. DANS LE BESOIN*

1,4M

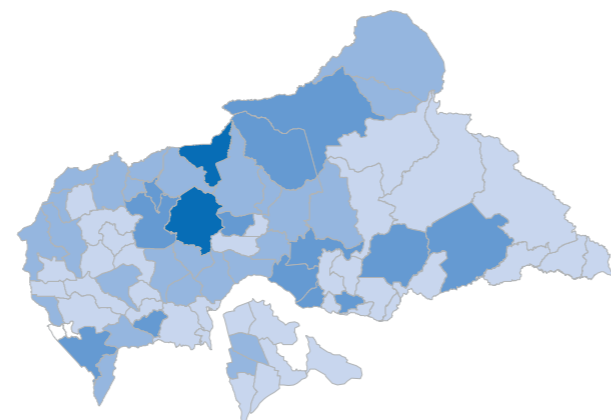
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



BESOINS HUMANITAIRES

La carte de sévérité du secteur eau, hygiène et assainissement montre clairement que les besoins se focalisent particulièrement sur les zones affectées par les conflits depuis 2013 avec une intensité soulignée au niveau de la « ligne de front » d'affrontement entre les groupes armés (Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo) et les zones adjacentes.

Le croisement d'informations entre les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement, la malnutrition et la santé (taux de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans) révèle une sévérité accrue dans les préfectures de la Vakaga, Bamingi-Bangoran et Mboumou, autrefois non couvertes par la réponse humanitaire eau, hygiène et assainissement.

Les préfectures de Bangui, Nana-Mambéré, Mambéré-Kadei, Sangha-Mbaéré et la Lobaye ont depuis 2014 bénéficié d'interventions Eau, hygiène et assainissement mais nécessitent une continuité dans l'assistance pour consolider les acquis des installations et services mis à disposition.

Les besoins essentiels demeurent :

- L'accès à l'eau : Couvrir les besoins en eau des personnes déplacées sur sites, personnes retournées, déplacées en familles d'accueil (7.5 à 15 litres/ pers/j)
- L'amélioration de la couverture en assainissement des personnes déplacées sur sites et en familles d'accueil.
- L'amélioration du niveau d'hygiène des personnes ciblées.
- Les facteurs de risques restent inchangés :
- Déplacements (y compris mouvements de retour)
- Epidémie (choléra avec l'arrivée de la saison des pluies

et de possibles flambées dans les pays limitrophes tels que le Cameroun et la RDC)

- Insécurité alimentaire
- Malnutrition chronique et sévère

*Le Cluster a déterminé le nombre de personnes dans le besoin en fonction de l'estimation du nombre de populations principalement affectées par la crise centrafricaine : les personnes déplacées (sur sites, hors site et en brousse), les communautés hôtes, les retournés et les réfugiés. Le WASH étant un service à base communautaire, le Cluster considère l'ensemble de ces personnes comme étant dans le besoin d'une aide humanitaire.

EDUCATION

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

La crise s'est soldée par une perte d'accès à l'éducation, qui a limité les opportunités d'apprentissage et de développement personnel des enfants. L'année scolaire 2014-2015 a été marquée par la réouverture des écoles dans l'ensemble du pays, rétablissant l'accès à l'éducation aux nombreux enfants déscolarisés depuis deux ans. Par contre, au moment de la rédaction de ce rapport, le pays est confronté à des violences importantes depuis le 26 septembre 2015, et qui ont causé une augmentation de personnes déplacées internes et des attaques contre les écoles. Le manque d'information, l'accès aux personnes déplacées et la vérification des informations demeurent un défi. Ces derniers événements ont déjà eu un impact négatif (écoles fermées, détruites ou brûlées), sur la rentrée scolaire 2015-2016 qui venait de commencer le 21 septembre 2015 et risquent de continuer à perturber l'accès à l'éducation. L'interruption de l'accès aux opportunités d'apprentissage est inquiétante, particulièrement pour la jeunesse.

POPULATION AFFECTÉE

La population affectée pour le Cluster éducation s'élève à 800 000 personnes. Selon une enquête du Cluster, le pourcentage d'écoles fonctionnelles se situait autour de 83 % en avril 2015 avec de très grandes disparités entre les préfectures : Nana-Gribizi (25 % d'écoles fonctionnelles), Ouaka (50 % d'écoles fonctionnelles) et Sangha-Mbaéré (63 % d'écoles fonctionnelles). Le Cluster a constaté que le fonctionnement des écoles est irrégulier et dépend principalement de la sécurité et de la présence / absence des enseignants. L'éducation est un droit essentiel, qui permet à chacun de recevoir une instruction et de s'épanouir dans sa vie sociale. Les enfants qui ont vu leur accès à l'éducation interrompu sont plus à risque de déscolarisation et plus vulnérables à l'exploitation. Ces risques sont encore plus élevés pour les filles, étant donné que la crise a aggravé l'inégalité d'accès à l'éducation entre les filles et les garçons, déjà préoccupante avant la crise. Les risques potentiels auxquels sont particulièrement confrontées les filles sont : mariage précoce/forcé, grossesse précoce et non désirée, exploitation sexuelle, violences basées sur le genre et déficit de formation et de capacités en compétences de vie.

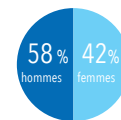
BESOINS HUMANITAIRES

Les sous-préfectures avec les résultats plus faibles d'indicateurs de vulnérabilités se retrouvent pour la plupart parmi les zones de couverture des programmes financés par le Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) et l'Union Européenne (UE). Néanmoins, le Cluster éducation va prioriser les

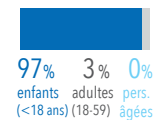
PERS. DANS LE BESOIN*

0,8M

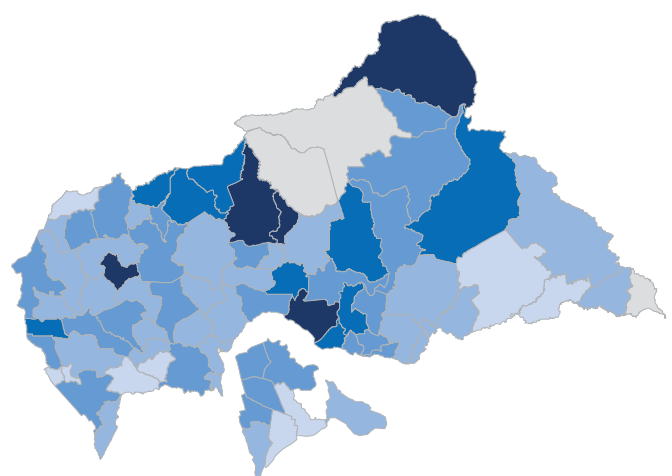
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



préfectures les plus vulnérables, (Ouaka, Basse-Kotto, Haut-Kotto et Vakaga) où l'intervention du PME et UE est minimale. Pour éviter que les traumatismes passés fassent obstacle au retour des enfants à l'école, les membres du Cluster sont encouragés à répondre à ces besoins par le biais de cours de rattrapage, la formation des enseignants sur les mécanismes d'adaptation positive, les activités de soutien psychosocial, l'éducation aux compétences pour la vie et à la paix. L'accès à une éducation de qualité en toute sécurité, à des services de protection et à des possibilités de développement pour les enfants peut contribuer à la cohésion sociale.

LOGISTIQUE

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

Le réseau routier

La République centrafricaine compte 24 000 km de routes dont 600 km seulement sont bitumés (axes Bangui-Béloko, Bangui-Sibut et Bangui Mbaiki), soit environ 2,5% de la totalité du réseau. L'absence d'entretien de ce réseau routier laisse croire que ce ratio pourrait diminuer dans les années à venir.

Le réseau dans sa globalité est en très mauvais état et ne permet pas la libre circulation des personnes ou des marchandises.

Sur l'axe Bangui – Garoua Boulai (Cameroun), des problématiques récurrentes de sécurité viennent complexifier l'approvisionnement du pays.

Trop peu d'organes étatiques, de bailleurs de fonds et d'acteurs humanitaires sont impliqués actuellement dans la réhabilitation de routes et d'infrastructures routières.

De nombreuses opérations humanitaires sont retardées voire rendues impossibles faute d'accessibilité.

Des réhabilitations de ponts sont en cours autour de Bozoum. Quelques projets de réhabilitation se mettent en place autour de Bambari, Bria, Alindao et Bangassou. La MINUSCA, à travers le Ministère des travaux publics et la Banque mondiale planifie la réhabilitation des axes routiers dans les préfectures entre 2015 et 2018.

Les aéroports / aérodromes en RCA

Sur les quarante-deux plateformes (42) aéroportuaires enregistrées dans le pays, seules vingt-trois (23) sont utilisées par les humanitaires au travers de l'UNHAS, qui demeure aujourd'hui l'acteur majeur en matière de transport de passagers et de fret.

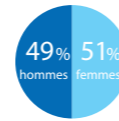
La qualité des pistes et la sécurité autour de ces 23 plateformes aéroportuaires sont toutes relatives, notamment durant la saison des pluies où les pistes sont régulièrement endommagées par l'érosion. En effet, seules deux (2) pistes (Bangui et Berberati) sont goudronnées.

Le mauvais état des routes en RCA et la volatilité de la sécurité sont un frein au déploiement des équipes et de l'aide humanitaire en général. Un entretien au long cours et une sécurisation des pistes permettraient d'augmenter la capacité du transport aérien.

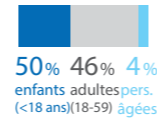
PERS. DANS LE BESOIN*

N/A

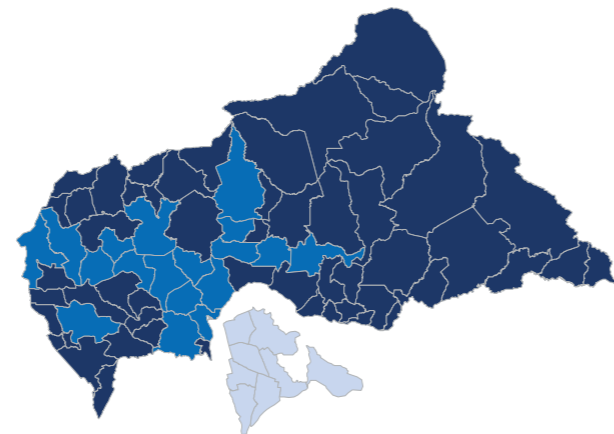
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



Enjeux autour de l'approvisionnement

L'axe Douala /Yaounde-Garoua-Bouali- Bangui constitue le corridor d'approvisionnement principal de la RCA, par lequel 80% des marchandises transitent. L'axe est roulant sur deux tiers de la distance. Les convois de camions commerciaux et d'approvisionnement humanitaire sont escortés par la MINUSCA 2 fois par semaine. Le port de Douala reste très engorgé mais cela devrait se résorber avec l'ouverture du terminal de Kribi en 2016.

Le corridor soudanais Am Dafok – Birao est difficilement praticable surtout pendant la saison des pluies. Les voies d'approvisionnement depuis le Tchad restent anecdotiques pour le moment. Une accalmie dans cette zone permettrait de relancer progressivement les échanges commerciaux transfrontaliers. Le corridor Kenya – Ouganda – Soudan – RCA (par Obo) est impraticable pour la partie RCA en raison de la très forte dégradation de l'axe Obo – Bambari et des problèmes d'insécurité liés à la LRA.

En plus de l'entrepôt commun de Bangui de PU-AMI financé par ECHO, des entrepôts communs pour les partenaires vont être installés dans certaines sous-préfectures en fonction du nombre de partenaires utilisateurs comme à Boda, Bambari, Kaga-Bandoro, Bossangoa et Bouar.

Le trafic fluvial

Le trafic fluvial, au travers de la rivière Oubangui, avec la République démocratique du Congo et la République du Congo est surtout opérationnel pendant la saison des pluies, à savoir entre juin et janvier. En dehors de cette période l'accessibilité est réduite voire impossible à partir de Brazzaville et Kinshasa. Ce mode d'approvisionnement pourrait s'avérer intéressant d'un point de vue économique mais les ruptures de charges nécessaires (rail / barge ou route / barge) peuvent compliquer la bonne marche des opérations. De plus la qualité et la quantité de la flotte de barges en RCA ne permet pas aujourd'hui de considérer cette voie d'approvisionnement comme fiable. Un travail doit être mené en ce sens. Le port de Bangui, pour le transport en baleinières,

a été réhabilité en 2015 avec un financement de l'Union Européenne. Pour développer le transport fluvial, il serait pertinent de réhabiliter les ports de Kouango, Bambari et Mobaye pour permettre la relance des activités économiques avec le transport des produits maraichers, du bétail et des personnes.

MOYENS DE SUBSISTANCE ET STABILISATION DES COMMUNAUTES

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

Au niveau macro-économique, le profil d'exportateur de biens primaires de la République centrafricaine classe ce pays comme un pays à risque. La faiblesse de l'Etat dans une large partie du territoire fait que les biens primaires peuvent être accaparés à des fins de fomenter des rebellions. Le regain de violences en 2015 démontre par ailleurs que le coût d'opportunité représenté par l'engagement dans un mouvement armé est très faible : pour un jeune, s'engager dans de tels mouvements ne lui coûte rien, du fait qu'il n'a souvent ni travail, ni compétences, ni perspectives d'avenir.

La timide dynamique de redressement économique qui se profilait en 2015 a été sapée par les événements de l'automne 2015. La crise avait déjà lourdement affectée le capital économique et l'appareil productif des ménages (entre 50 et 85 % à Bangui). Dans la sous-préfecture de Bossangoa, 89% des ménages déclarent avoir subi des pillages, dont une grande partie des liquidités (pour une somme moyenne de 150 000 CFA). Les grossistes et les semi-grossistes ont quitté nombre de préfectures, en raison des destructions, de l'enclavement (routes très peu praticables), l'effondrement de la production agricole et du pouvoir d'achat des ménages et la disparition des systèmes bancaires locaux. Aussi, la disparition quasi-totale des centres de formation professionnelle (en dehors de Bangui) ne laisse pas de perspectives aux jeunes désœuvrés. Le risque des jeunes femmes de subir tout type d'exploitation, y compris sexuelle, a été analysé par la communauté humanitaire. L'accès à des formations qualifiantes, l'alphabétisation et l'apprentissage des « compétences de vie » (hygiène, etc.) constituent des prérequis indispensables afin de prévenir les risques en terme de protection des femmes centrafricaines.

Au-delà de ces considérations, les questions complexes du programme DRRR, qui a connu dans le passé deux échecs, et du redéploiement de l'administration demeurent des défis primordiaux. Plus le relèvement économique est lent, plus les combattants s'impatientent (notamment en voyant leurs ressources actuelles issues du conflit séroder), entraînant une résurgence de la reprise des activités de pillages et d'attaques.

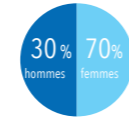
POPULATION AFFECTÉE

Globalement toute la population centrafricaine a été touchée par la crise de 2013 qui a provoqué non seulement la destruction quasi totale du capital économique (au niveau des micro-entreprises, des groupements d'intérêt économique, des petits commerçants) mais a également bouleversé les

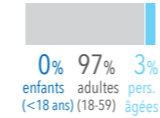
PERS. DANS LE BESOIN*

1,3M

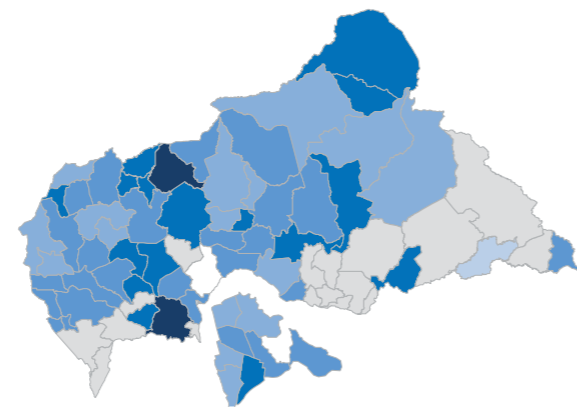
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



liens sociaux et affecté durablement les motivations et les perspectives de paix et de développement des communautés. Parmi les populations les plus touchées on retrouve les déplacés (Bangui et arrière-pays). Des études révèlent que d'autres couches socio-économiques versent dans des conditions extrêmement vulnérables. Il s'agit par exemple de personnes qui sont exclues du circuit financier formel, des personnes qui ne font pas partie d'un réseau d'entraide, des personnes qui ont perdu et/ou n'ont pas pu relancer leurs activités économiques; les acteurs économiques locaux actifs avant la crise, les jeunes désœuvrés / les jeunes à risque, les femmes économiquement actives avant la crise, les groupes à besoins spécifiques (handicapés, femmes veuves, filles mères, victimes de VBG) exclus du marché.

BESOINS HUMANITAIRES

La réponse aux besoins humanitaires doit viser le renforcement des capacités de résilience des communautés et devrait prendre en compte à la fois des appuis/actions de type économique (recapitalisation des biens de production, facilitation dans l'accès aux services financiers de base, formation professionnelle diversifiée), de type social (cohésion sociale, appui psychosocial pour les personnes en détresse émotionnelle) avec des aspects de la protection transversale.

L'approche d'intervention a pour objectif général de stimuler le relèvement économique en contribuant à l'apaisement des tensions sociales avec des aspects de la protection transversale. En effet, la cohésion sociale est un préalable transversal à la réalisation de cette démarche d'intervention qui se décline en trois points :

- Logique de reconstruction des infrastructures économiques
- Logique de protection des moyens de subsistance
- Logique de promotion des moyens d'existence

NUTRITION

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

L'analyse sectorielle de la nutrition sur la base des résultats de l'enquête SMART 2014 révèle une situation nutritionnelle toujours préoccupante sur l'ensemble de la RCA.

Les causes de la malnutrition en RCA restent liées, entre autres, au faible accès aux services de santé, à l'eau potable, à des conditions d'hygiène appropriées et à certaines pratiques culturelles. L'amélioration de la capacité de prise en charge nutritionnelle, le renforcement du système de dépistage-référence des cas de malnutrition au niveau communautaire et l'augmentation de la capacité de prise en charge des structures sanitaires appuyées par les organisations humanitaires ont contribué à augmenter le nombre d'enfants admis et traités dans les centres de prise en charge nutritionnelle jusqu'en septembre 2015.

POPULATION AFFECTÉE

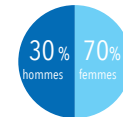
Les résultats de l'enquête SMART réalisée en 2014 montrent une prévalence nationale toujours préoccupante de la malnutrition aigüe globale (6,6%) et sévère (1,9%), avec un taux de mortalité très alarmant chez les enfants de moins de cinq ans dépassant 2,02 décès / pour 10,000 naissances vivantes / par jour, en particulier dans la Nana- Gribizi (3,34 décès / 10000/ jour), l'Ouham (3,41 décès / 10 000 / jour) et Kémo (2,29). 0,4% des malnutris aigüs sévères présentent des œdèmes nutritionnels, la forme marasmique restant prédominante à 1,4%. Le taux de la malnutrition chronique est à 40,8%. Ce taux dépasse les 50% dans les préfectures de la Mamberé-Kadei (50,3%) et Sangha- Mbaéré (53%). En revanche, l'enquête nutritionnelle révèle une situation non alarmante du statut nutritionnel des populations vivant dans les sites de déplacés en RCA. Seuls les sites de Boda font exception tant pour la malnutrition aigüe globale (9,2%) et sévère (2,2%) que pour la malnutrition chronique (47,2%) et pour l'insuffisance pondérale (26,6%) en présentant une situation qui s'inscrit dans l'urgence par rapport aux seuils de l'OMS. Quant à la mortalité rétrospective, la situation reste dans le seuil d'alerte par rapport aux normes OMS.

Au 10 septembre 2015, sur une cible de 26 889 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère (MAS) et 47 000 souffrant de malnutrition aigüe modérée (MAM), respectivement 16 068 cas sévères et 48 105 cas modérés ont été admis dans les centres de prise en charge nutritionnel.

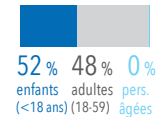
PERS. DANS LE BESOIN¹

0,2M

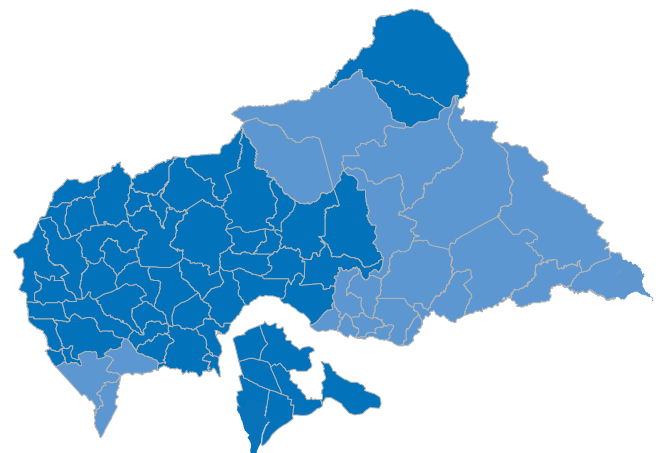
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



BESOINS HUMANITAIRES

Sur la base des résultats de l'enquête nutritionnelle SMART de fin 2014, le Cluster nutrition estime qu'à l'échelle nationale, en 2016, le nombre attendu d'enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère sera de 38 999 enfants et de malnutrition aigüe modérée de 55 985 enfants. Le nombre attendu de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition aigüe est estimé à 70 508 alors que le nombre attendu de PVVIH malnutris est estimé à 10 000 et le nombre d'accompagnants d'enfants malnutris aigus sévères avec complications médicales est estimé à 9 602. Ces groupes de personnes sont considérés comme étant les plus vulnérables à la malnutrition.

1. Le Cluster a basé son analyse de vulnérabilité sur la prévalence de la malnutrition (malnutrition aigüe sévère et malnutrition aigüe modérée) et sur le taux de mortalité infantile. Les données collectées, basées essentiellement sur les résultats de l'enquête SMART de 2014, ont été analysées à travers l'outil de priorisation du HNO.

PROTECTION

Une sévérité aigüe de la situation de protection est constatée dans les zones où la capacité de réponse est plus faible. Ces zones correspondent également aux zones affectées par des attaques contre les enfants avec des recrutements et enrôlements forcés. Les problématiques liées aux violences sexuelles, violences intercommunautaires ou affrontements armés y sont récurrentes mais sans services de protection adéquats pour y répondre.

Les zones d'une sévérité moyenne sont celles où le plus grand nombre d'incidents de protection (violences sexuelles, recrutements forcés d'enfants, violences physiques ou attaques sur les civils, extorsions et/ou destructions de biens, etc.) sont rapportés et où il existe des services de protection pour y répondre.

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

Plusieurs défis majeurs entravent la protection de la population civile dans le pays, en particulier dans les sous-préfectures prioritaires. Plusieurs régions restent toujours confrontées à l'activisme de groupes armés nationaux ou étrangers (notamment la LRA) qui créent une instabilité totale dans certaines zones pouvant détériorer rapidement l'environnement de protection. A cela s'ajoute une extrême pauvreté et la faiblesse chronique de l'Etat dont les structures et services sont largement inexistantes. A ces défis se greffent les violences de longue haleine existantes dans certaines régions notamment l'Ouham, l'Ouham-Pende, Mambéré-Kadei et Nana- Mambéré que sont la rivalité entre des agriculteurs et des éleveurs transhumants, souvent en provenance du Tchad et associés aux groupes ethniques Mbarara, Mbororo et Ouda.

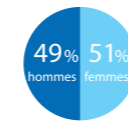
La violence et les exactions des groupes armés ont causé de multiples déplacements des populations, y compris des enfants, à l'intérieur du pays et vers les pays voisins (notamment au Cameroun, Tchad et RDC). Cette situation a entraîné des séparations familiales. D'autre part, un nombre considérable d'enfants associés aux groupes armés sont non accompagnés ou séparés. Dans certaines zones, on a observé des séparations volontaires d'enfants ou l'envoi par les femmes de leurs enfants dans des sous-préfectures éloignées afin de les protéger.

Ainsi, la présence d'ENAS est considérable dans les sous-préfectures qui ont été les plus affectées par la crise et où la présence des acteurs de protection de l'enfance est faible. Entre janvier et octobre 2015, 2 558 enfants (77% garçons et 23% filles) ont été libérés des groupes et forces armés et sont en processus de réinsertion. Généralement les garçons ont participé plus activement dans les combats et les filles dans les affaires domestiques. Leur risque de violences et d'exploitation sexuelle, de mariage précoce et de grossesse précoce et non désirée est élevé.

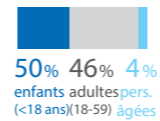
PERS. DANS LE BESOIN*

2,35M

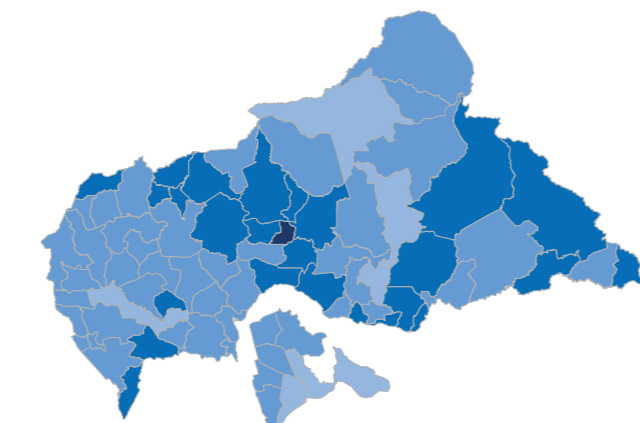
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



Les violences basées sur le genre (VBG) sont omniprésentes en République centrafricaine, particulièrement sous forme de violences sexuelles, de mariages précoces/forcés et de violences domestiques, de mutilations génitales féminines, de la sorcellerie qui affecte en particulier les femmes âgées et les enfants. La précarité de la situation sécuritaire, la continuation des hostilités, les tensions intercommunautaires et les mouvements de populations continuent d'aggraver cette situation.

Les violences sexuelles enregistrent des augmentations importantes à chaque crise sécuritaire et continuent à représenter au moins 38 % des cas de VBG globalement assistés par les acteurs humanitaires depuis 2014.¹

1. Gender based violence information management system (GBVIMS), sous-cluster Violences Basées sur le Genre

* Pour déterminer les 2 350 000 personnes dans le besoin de protection, le Cluster est parti des données de base relatives à l'estimation actuelle de la population centrafricaine selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2003. Ensuite, des éléments importants tels que : le pourcentage de populations non déplacées par sous-préfecture selon les observations (informateurs clés du cluster), le nombre de personnes dans le besoin de protection retenu par le cluster dans le HNO de 2014 (2 700 000), les efforts fournis par l'ensemble des acteurs de protection dans le pays pour une amélioration relative de la situation sécuritaire et de protection dans certaines zones du pays, l'estimation des populations retournées dans le besoin, les dernières statistiques de la Commission Mouvement de Populations (CMP) sur le nombre de déplacés sur sites, le nombre de déplacés en famille d'accueil, le nombre de déplacés en brousse, les départs vers les pays voisins notamment le Cameroun, la RDC, le Tchad et le Congo en quête de protection internationale en raison de la défaillance constatée dans le système de protection interne, etc. ont été pris en compte par le Cluster pour estimer le nombre de populations dans le besoin de protection dans le HNO 2016.

POPULATIONS AFFECTÉES

En RCA, 2 350 000 personnes sont dans le besoin de protection. Parmi ces populations, un total de 1 794 000, dont 1 081 000 femmes et filles et 713 000 hommes et garçons, sont à risque d'agression sexuelle.

Les populations les plus touchées sont les déplacés internes, les retournés, les communautés à risque et les communautés d'accueil. Les sous-préfectures et arrondissements de Bangui hautement prioritaires pour la protection, y compris la protection de l'enfance et les VBG, en raison du nombre élevé de populations affectées sont : Bambari, Bakala, Kouango,, Mbrès, Batangafo, Markounda, Ngaoundaye, Bouca, Amada Gaza, Abba, Boda, Carnot, Yaloké, Dékoa, Berberati, Bouar, Baboua, Bozoum, Grimari, Kabo, Kaga-Bandoro, Bambouti, Yalinga Obo et Zémio, 3ème, 4ème, 5ème et 8ème arrondissements. Le cluster protection estime que 970 600 personnes (454 020 filles, 302 680 femmes, 171 120 garçons et 42 780 hommes) sont à risque de violences basées sur le genre. En ce qui concerne la protection de l'enfance, il est estimé que 605 044 filles et 580 356 garçons sont affectés et à risques (enfants associés aux groupes armés, enfants exposés aux risques d'engins explosifs, enfants séparés et non accompagnés, enfants en souffrance et en besoin d'accompagnement psychosocial).

BESOINS HUMANITAIRES

La situation de crise quasi-permanente que connaît la République centrafricaine affecte la totalité du territoire national et touche sévèrement les sous-préfectures et axes identifiés comme hautement prioritaires pour la protection. Dans un contexte général d'insécurité et de manque d'accès aux services de protection et aux biens de base, de graves violations des droits humains sont perpétrées en toute impunité contre les populations civiles par les groupes armés, les groupes d'auto-défense, les éleveurs armés et les braconniers.

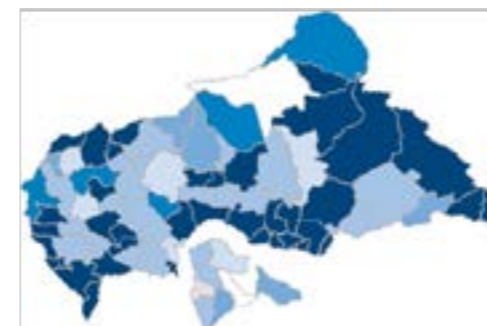
Les grands besoins de protection liés spécifiquement aux sous-préfectures vulnérables se résument essentiellement à :

la protection physique des civils contre les groupes armés ; la restauration de l'autorité administrative et judiciaire de l'Etat ; le renforcement des structures et mécanismes de réponse aux problèmes de protection ; le rétablissement des liens de coexistence entre les communautés ; le renforcement de la présence d'acteurs humanitaires afin d'assurer une assistance multisectorielle aux populations affectées et la réduction de l'extrême vulnérabilité des populations déplacées ou retournées dans ces zones.

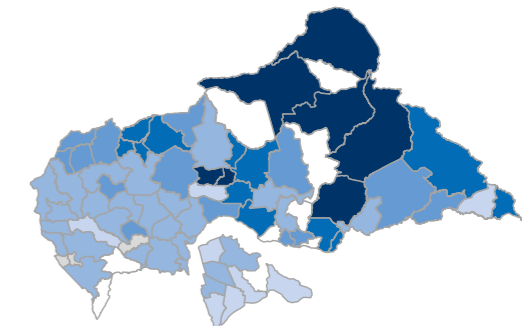
En termes de protection de l'enfance, il est urgent de poursuivre le processus d'identification, documentation et de prise en charge alternative d'enfants séparés et non accompagnés ainsi que celui de réunification pour ceux non accompagnés. Il est également important de continuer le processus actuel de sortie et de libération des enfants associés aux forces et groupes armés dans le pays. Leur réinsertion dans la communauté sera assurée par un suivi à base communautaire et des appuis à la réinsertion scolaire et professionnelle. En termes de soutien psychosocial, à ce jour, 67 % des 217 000 enfants estimés en besoin d'appui en 2014, ont effectivement été pris en charge. Il reste encore 72 000 enfants dans le besoin. En raison de crises récurrentes dans certaines régions, ce nombre peut aller jusqu'à 100 000 et au-delà.

Sur le plan des violences basées sur le genre (VBG), les besoins humanitaires principaux sont essentiellement : la continuation de l'offre de service de prise en charge médicale et psychosociale intégrée des VBG et renforcement de l'offre de prise en charge juridico-judiciaire ; le renforcement des activités de prévention à travers l'engagement des auteurs potentiels contre les violences sexuelles, des forces de sécurité et défense, du dialogue avec les parties aux conflits, et renforcement du système d'alerte précoce ; l'amélioration de la contribution des acteurs humanitaires au fonctionnement des mécanismes sur les violations graves des droits des enfants en situation de conflit armé (MRM), sur les violences sexuelles liées aux conflits (MARA) et sur la prévention contre l'abus et l'exploitation sexuelle par les humanitaires et les forces de maintien de la paix (PSEA) ; le renforcement des capacités des acteurs sur l'offre de service de prise en charge

Carte de sévérité du sous-Cluster Violences Basées sur le Genre



Carte de sévérité du sous-Cluster Protection de l'Enfance



SANTE

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION

La situation sanitaire en RCA reste très préoccupante au regard des nombreux besoins non couverts des populations les plus vulnérables en matière d'accès aux services de santé de base de qualité notamment les soins curatifs pour les maladies les plus courantes, la vaccination, la santé reproductive, la traumatologie et la santé mentale. En effet, 213 formations sanitaires (23%) ne sont pas fonctionnelles à cause du manque de ressources humaines, des médicaments ou équipements. Seulement 55% des hôpitaux de référence peuvent fournir des soins de traumatologie d'urgence. 43% des personnels de santé sont des agents de santé communautaire sans formation appropriée (source OMS, HeRAMS : août 2015). Seule la ville de Bangui dispose d'un service de psychiatrie. La plupart des centres de santé offrent un paquet incomplet de soins obstétricaux et néonataux d'urgence.

POPULATION AFFECTÉE

Il s'agit des populations qui ont des difficultés d'accès aux services de santé en raison de la présence des groupes armés dans leur localité, des conflits intercommunautaires (enclaves) ou de l'éloignement d'une structure de santé fonctionnelle ou appropriée par rapport à leur besoin. Des personnes déplacées ou retournées et leurs communautés sont plus vulnérables aux épidémies (diarrhée, infections respiratoires aiguës, paludisme, rougeole, malnutrition), et plus exposées aux viols et peuvent avoir un accès limité aux services de santé. Les groupes les plus vulnérables sont les déplacés/retournés et leur communauté d'accueil, les habitants des enclaves musulmanes, les femmes enceintes, les femmes allaitantes de moins de 12 mois, les enfants de moins de 5ans et les personnes victimes des urgences vitales.

BESOINS HUMANITAIRES

Dans le secteur santé les besoins humanitaires les plus critiques sont l'accès aux:

Soins curatifs de qualité y compris les médicaments.

Services de vaccination : de janvier à août 2015, seulement 31% des enfants de 0-11 mois ont complété leur vaccination.

Services de promotion de la santé (arrêt des activités de la plupart des relais communautaires).

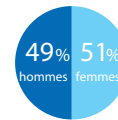
Services de santé reproductive : faible disponibilité des préservatifs, des services de planification familiale, des soins obstétricaux et néonataux d'urgence de qualité.

Services de prise en charge médicale des cas de viol : manque de personnel formé et des médicaments dans certaines localités.

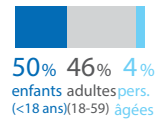
PERS. DANS LE BESOIN*

2,1M

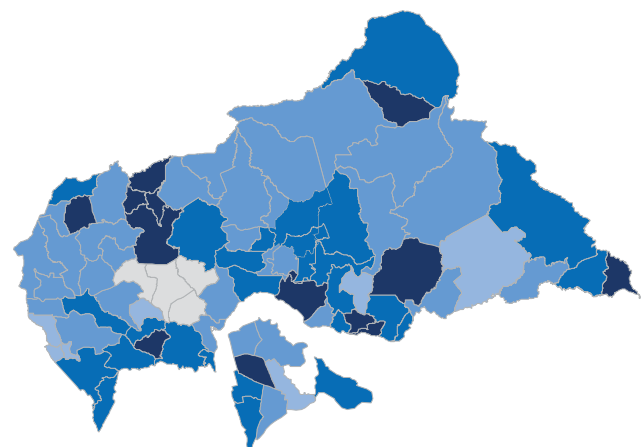
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



Services de santé mentale : augmentation des besoins suite à la crise.

Services de traumatologie d'urgence : les besoins en traumatologie d'urgence ont augmenté avec l'afflux des blessés liés aux affrontements et aux accidents de la route devenus plus nombreux dans certaines grandes agglomérations.

*Le Cluster a basé l'analyse des besoins sectoriels sur 5 indicateurs : la santé de l'enfant à partir de la couverture de Penta3, les soins curatifs à partir de nombre de FOSA offrant les soins pour 10.000 habitants, la santé de la mère et du nouveau-né à partir de FOSA offrant les SONUB pour 50 000 habitants, la surveillance épidémiologique, la prise en charge médicale des victimes de violences. Les données collectées ont été analysées à travers l'outil de priorisation du HNO. Vu que plusieurs activités de santé sont basées sur une approche communautaire, le nombre de personnes dans le besoin est la somme des populations des sous-préfectures prioritaires.

SECURITE ALIMENTAIRE

APERÇU GÉNÉRAL DE LA SITUATION



L'insécurité alimentaire est principalement due à des facteurs sous-jacents : absence de capacité de stockage, d'opportunités économiques, faiblesse des infrastructures d'échange et traits culturels.

Elle est aussi à la fois cause et conséquence des problèmes de cohésion sociale, au cœur desquels se trouve la problématique de la transhumance et des conflits liés aux ressources naturelles.

La situation actuelle est parallèle à celle d'avant crise mais avec un recul social et économique plus important. Il est donc impératif de maintenir un niveau d'assistance visant à aller au-delà du seul rétablissement de la situation pré-crise et à créer des dynamiques à potentiel de croissance, ou du moins résilientes. Sans ce niveau d'assistance, la dynamique socio-économique ne pourra que se maintenir dans une spirale descendante.

Les populations déplacées, privées d'accès physique ou économique aux produits agricoles, auront besoin d'une assistance alimentaire directe. Pour le reste de la population, seul le renforcement de la production, du stockage et de la commercialisation pourra réduire durablement l'insécurité alimentaire.

POPULATION AFFECTÉE

Le nombre de personnes en besoin immédiat d'aide humanitaire est estimé à 1 275 800 personnes (populations en phases 3 et 4, IPC¹ avril 2015). La quasi-totalité du territoire présente une situation de stress, de crise ou d'urgence alimentaire. Certains facteurs géographiques spécifiques peuvent être soulignés : les populations directement affectées par les conflits armés de la « zone tampon » (Ouaka, Kémo, Ouham, Nana-Gribizi), et les populations affectées par les tensions intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs dans les zones de concentration du bétail (frontière Tchad-Cameroun et zone autour de Bambari).

Bien que la vulnérabilité des ménages ne soit pas directement liée à leur statut, les populations les plus touchées sont généralement les femmes, les hommes et les enfants déplacés; les membres des familles et des communautés d'accueil de ces déplacés; les minorités dans les zones enclavées; les retournés et les réfugiés; les ménages qui dépendent d'activités précaires pour assurer leurs revenus et nourriture. Les données préliminaires de l'EFA 2015 montrent également que la part

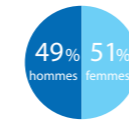
*Le cluster considère principalement les résultats de l'analyse et de la classification intégrée réalisées à travers l'IPC pour mesurer la vulnérabilité sectorielle. Ainsi le cluster considère que les personnes en phase 3 et 4 de l'IPC ont besoin d'une aide humanitaire immédiate. Au-delà de ces personnes, le cluster estime que 1,5 M de personnes actuellement en phase 2 sont aussi dans le risque de basculer en insécurité alimentaire si leurs moyens de subsistance ne sont pas renforcés.

1. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire

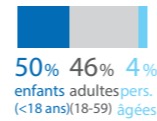
PERS. DANS LE BESOIN*

1,3M

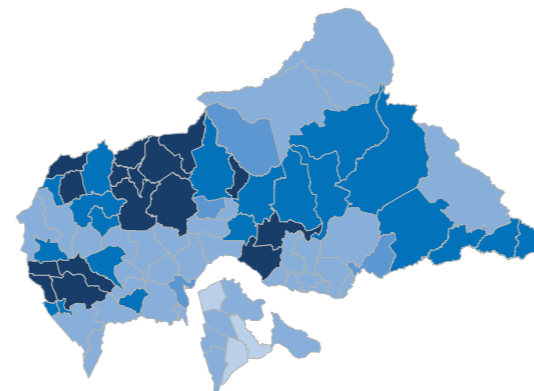
PAR SEXE



PAR AGE



CARTE DES SÉVÉRITÉS



de ménages dirigés par une femme en insécurité alimentaire modérée et sévère est plus élevée que celle des ménages dirigés par un homme (écart de près de 10%). Il faut aussi souligner que les femmes composent la majorité des commerçants (plus de 80%) mais très peu d'entre elles ont accès au capital, limitant le potentiel de développement de leur activité économique. La vulnérabilité de ces populations est liée (i) au niveau de dégradation extrême de leurs moyens d'existence (perte des avoirs et dégradation des stratégies de survie qui sont irréversibles et ne permettent pas ou ne permettront plus aux ménages de s'adapter) ; (ii) à la faiblesse voire l'inexistence de leurs réserves alimentaires (absence ou insuffisance de la production, des stocks ou des marchés ; accès à la nourriture limité par des contraintes physiques, sécuritaires ou économiques).

BESOINS HUMANITAIRES

La population centrafricaine est installée dans une logique de production à minima, la plaçant en conséquence dans une situation de stress et de vulnérabilité face aux chocs sécuritaires, économiques ou environnementaux. A cela s'ajoute la « paupérisation volontaire » pour éviter les risques de prédation, ainsi que les déplacements spontanés effectués sans emporter de réserve ou de capital.

Les besoins prioritaires résultant de ces situations sont les suivants :

- Les populations déplacées par des événements sécuritaires et physiquement ou économiquement privées d'accès à l'alimentation auront besoin d'une assistance alimentaire directe en vivre ou à travers des approches basées sur le cash quand les marchés le permettent.
- Pour le reste de la population, seul le renforcement de la production, du stockage et de la commercialisation (moyens d'existence et chaînes de valeur) pourra corriger les indicateurs de la sécurité alimentaire à court et moyen terme.

La différence entre les chiffres fournis par l'outil 2 761 932 et ceux fournis par le cluster 1 275 810 représente la proportion de personnes en phase 2 du IPC² qui risque de basculer en état de grande précarité car elles ne pourront pas absorber un nouveau choc.

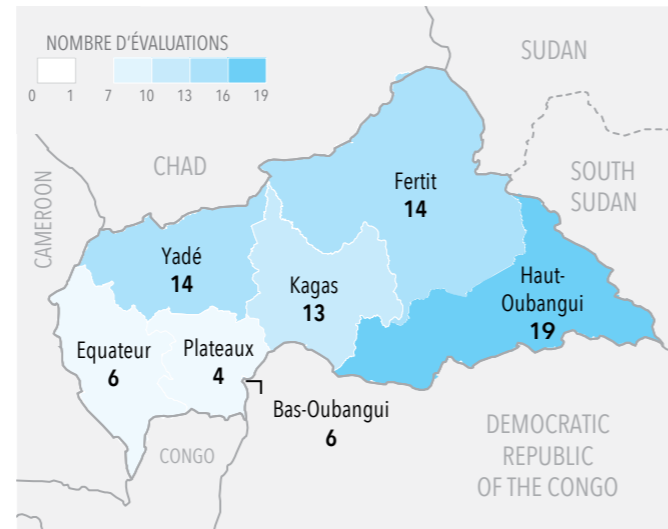
2. <http://www.fao.org/emergencies/ressources/cartes/detail/fr/c/239360/>

DÉFICIT D'INFORMATION ET PLANIFICATION DES ÉVALUATIONS

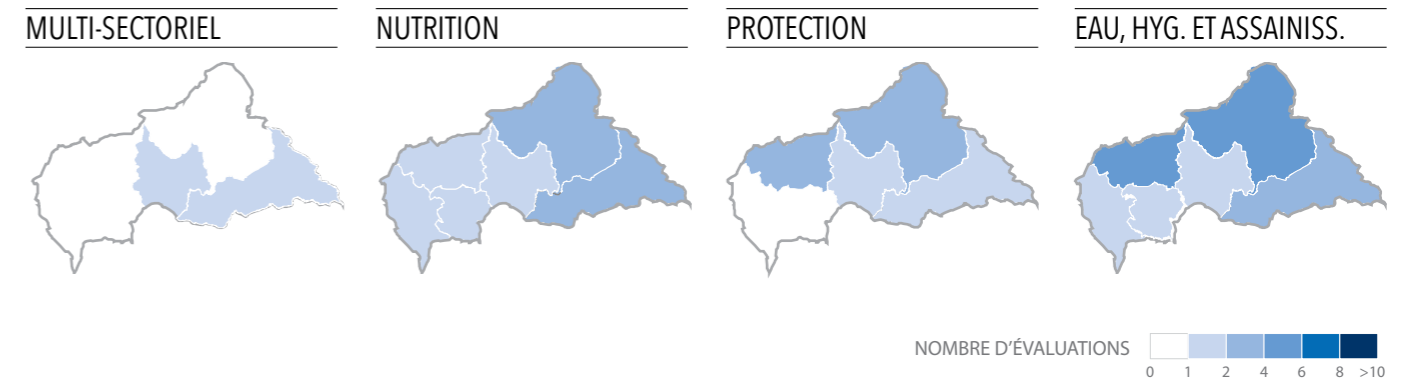
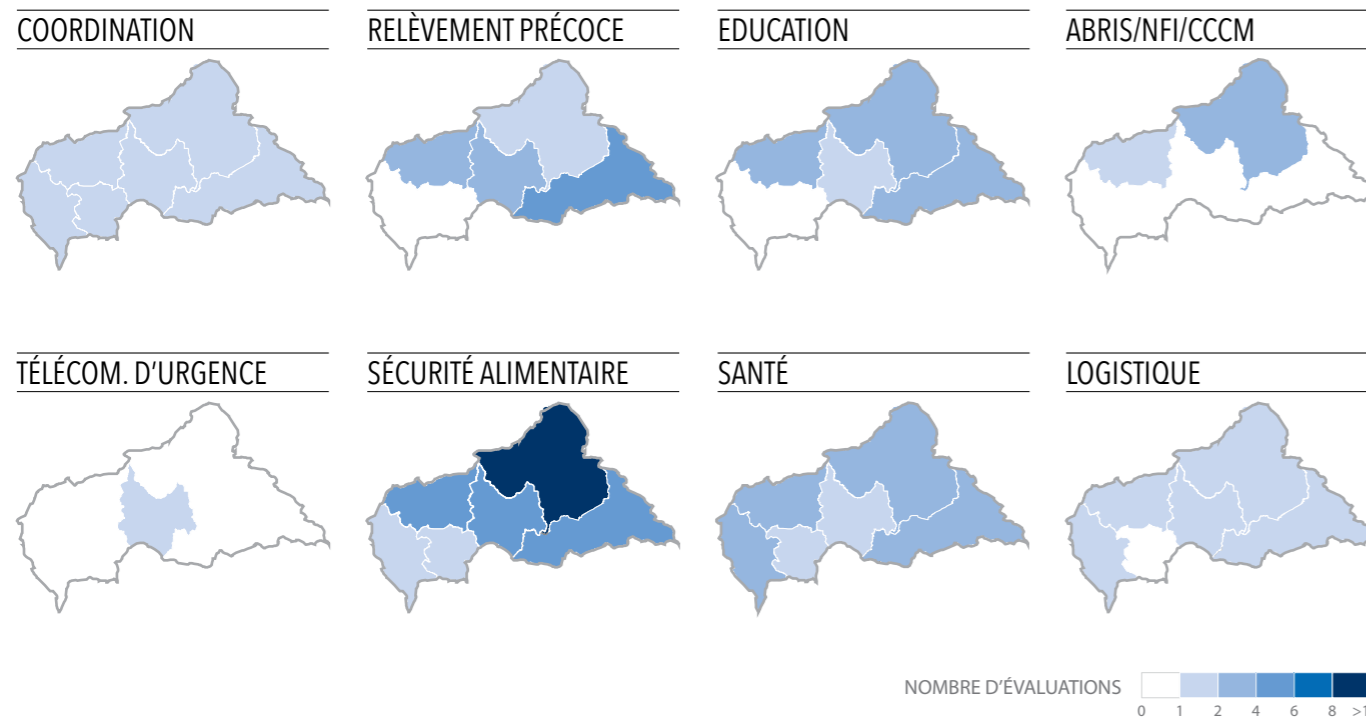
Le calendrier du HNO ne permet malheureusement pas d'exploiter les évaluations nationales de la sécurité alimentaire réalisées conjointement par le PAM, la FAO et le gouvernement de septembre à novembre (juste après les récoltes) ni l'analyse IPC prévue en novembre, alors que celles-ci sont des sources d'information cruciales pour le secteur du fait de la multiplicité des informations collectées et analysées à travers l'ensemble du pays. En conséquence, l'analyse développée dans cet aperçu des besoins est basée principalement sur la dernière analyse IPC en date (avril 2015), et apporte seulement des tendances pour l'année 2016 qui devront être précisées et confirmées sur la base de la prochaine analyse IPC (novembre 2015).

Aussi, malgré les progrès réalisés en matière de collecte et gestion de l'information, les analyses de la sécurité alimentaire reposent encore de manière importante sur des données secondaires ou des évaluations non spécialisées ou harmonisées.

L'implication des services techniques du gouvernement et leur capacité d'observation du territoire restent également trop limitées pour contribuer à ces analyses. Ces éléments affaiblissent la fiabilité globale des données.



NOMBRE D'ÉVALUATIONS	NOMBRE DE PARTENAIRES	ÉVAL. DES BESOINS PLANIFIÉES
76	30	--



NOMBRE D'ÉVALUATIONS	NOMBRE DE PARTENAIRES	EVALUATIONS PLANIFIÉES
01 suivi post-distribution campagne agricole	30	02 évaluations des besoins majeures EFSA et CFSAM

EVALUATIONS PLANIFIÉES

CLUSTER/SECTEUR	LOCATION	PERSONNES CIBLÉES	AGENCES	DATE PRÉVUE	TYPE ÉVALUATION
Sécurité alimentaire	Toutes les préfectures	Echantillon d'environ 2700 ménages	PAM, FAO, Gouvernement	Septembre 2015	EFSA 2015
Sécurité alimentaire	Bangui, Lobaye, Ombella M'poko, Sangha-Mbaéré, Mambéré-Kadéï, Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Gribizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Ouaka, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou	Ménages ruraux, agriculteurs, éleveurs, commerçants, hommes et femmes	FAO, PAM, Gouvernement	Novembre 2015	CFSAM 2015
EHA	Territoire national	PDIS, Retournés, déplacés en familles hôtes	UNICEF	A déterminer	Identification des besoins
Education	Tout le pays	Les élèves, enseignants, associations des parents d'élèves, les autorités éducatives	UNICEF	Avril 2016	Enquête sur l'état de l'éducation
Logistique	Rivière Oubangui		PAM	Janvier 2016	Voie d'approvisionnement alternative
Logistique	Cameroun		PAM	Janvier 2016	Voie d'approvisionnement alternative
Logistique	Tchad		PAM	Janvier 2016	Voie d'approvisionnement alternative
Logistique	Bossangoa		PAM	Décembre 2015	Décentralisation-stockage mutualise inter ONG/ Agences
Logistique	Kaga-Bandoro		PAM	Décembre 2015	Décentralisation-stockage mutualise inter ONG/ Agences
Logistique	Bouar		PAM	Décembre 2015	Décentralisation-stockage mutualise inter ONG/ Agences

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

NOMBRE D'ÉVALUATIONS	NOMBRE DE PARTENAIRES	EVALUATIONS PLANIFIÉES
30	35	1

EDUCATION

NOMBRE D'ÉVALUATION	NOMBRE DE PARTENAIRES	EVALUATIONS PLANIFIÉES
1	20	1

LOGISTIQUE

NOMBRE D'ÉVALUATION	NOMBRE DE PARTENAIRES	EVALUATIONS PLANIFIÉES
5	2	5